

UNIVERSITE FELIX HOUPHOUET-BOIGNY



UFR : SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

INSTITUT D'ETHNO-SOCIOLOGIE (IES)



Département de sociologie

MÉMOIRE DE MASTER

OPTION : Sociologie du Politique et de l'Intégration

SUJET DE RECHERCHE

POLITIQUE SOCIALE EN COTE D'IVOIRE ET EMERGENCE DU PHENOMENE
DES ENFANTS DITS « MICROBES » EN MILIEU URBAIN :

Etude de cas à Yopougon - Sicogi.

Présenté par :

PRE Douo Bon-fils
Licencié Es Sciences Sociales

Membre du Jury :

Président	: Pr Roch GNABELI,	Professeur Titulaire
Superviseure	: Pr BAHA BI YOUZAN Daniel,	Professeur Titulaire
Examineur	: Dr BAH Mahier Jules,	Maître-Assistant
Encadreur	: Dr OURAGA Basseri Jeu Claude,	Maître-Assistant

Année académique : 2018-2019

Département de sociologie

MEMOIRE DE MASTER

OPTION : Sociologie du politique et de l'intégration

SUJET DE RECHERCHE:

**POLITIQUE SOCIALE EN COTE D'IVOIRE ET EMERGENCE DU PHENOMENE
DES ENFANTS DITS « MICROBES » EN MILIEU URBAIN :**

Etude de cas à Yopougon - Sicogi.

Présenté par :

PRE Douo Bon-fils

Licencié Es Sciences Sociales

SOMMAIRE

DEDICACES.....	II
REMERCIEMENTS	III
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	IV
LISTE DES TABLEAUX	V
INTRODUCTION.....	6
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	8
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE.....	9
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	43
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION GENERALE DU CHAMP D'ETUDE.....	55
CHAPITRE 1- PRESENTATION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON.....	56
CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON.....	62
TROISIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS – ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES	67
CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE SOCIALE A YOPOUGON-SICOGI	68
CHAPITRE 2 : MECANISMES SOCIOPOLITQUES A LA BASE DES DYSFONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE SOCIALE A YOPOUGON- SICOGI	78
CHAPITRE 3 : RELATION ENTRE LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA POLITIQUE SOCIALE ET EMERGENCE DU HENOMENE DES « MICROBES » A YOPOUGON, SICOGI ..	82
CHAPITRE 4 : DISCUSSION DE LA RELATION ENTRE LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA POLITIQUE SOCIALE ET L'EMERGENCE DU PHENOMENE DES « MICROBES » EN MILIEU URBAIN	91
CONCLUSION.....	101
BIBLIOGRAPHIE	104
ANNEXES	107
TABLE DES MATIERES	112

DEDICACES

A Papa YOMO et au Pasteur Aziz Isaac qui ne cessent de nous apporter leurs soutiens.

A toute la famille ainsi qu'à nos amis pour leurs encouragements.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à réitérer notre gratitude à tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont contribué à la réalisation de ce travail.

Nous tenons à remercier sincèrement notre encadreur, Dr. OURAGA Basseri Jean-Claude, Maitre-Assistant de Sociologie à l'Université Félix Boigny, pour avoir accepté de diriger ce travail. Sa rigueur scientifique, sa disponibilité, sa modestie, ses encouragements et son accueil cordial qu'il nous a toujours réservé nous ont profondément touchés.

Infiniment merci au superviseur scientifique, Pr. BAHA BI Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie à l'Université Félix Houphouët Boigny, pour son attention rigoureuse et son intérêt porté à ce travail.

Notre gratitude au Dr. TOH Alain, Maitre de conférences, Chef de département et à la communauté des enseignants du département de Sociologie, pour la qualité des enseignements dispensés.

Nos sincères remerciements aux membres du jury qui nous font le grand honneur d'évaluer ce travail.

Grand merci à Monsieur le Maire de la commune de Yopougon et son conseil municipal, pour leur sens d'hospitalité et leur disponibilité en nous fournissant des documents administratifs nous permettant de mener à bien notre travail de recherche.

Merci enfin à nos frères et amis, pour l'amour fraternel et la solidarité. Leur affection, une grâce. Ce mémoire est leur cadeau.

LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CCSR	: Cellule de Coordination, de Suivi et Réinsertion
BNDA	: Banque Nationale de Développement de l’Agriculture
BNETD	: Bureau National d’Etude et de Développement
CCSR	: Cellule de Coordination, de Suivi et Réinsertion
CAFOP	: Centre d’Administration et de Formation Pédagogique
CR	: Centre de Réinsertion
COM	: Centre d’Observation pour Mineur
ENS	: Ecole Nationale Supérieure
FIGAYO	: Foire Industrielle Gastronomique d’Abidjan Yopougon
IAU	: Institut d’Aménagement et d’Urbanisme
IPH	: Indicateur de Pauvreté Humaine
MACA	: Maison d’Arrêt et de Correction d’Abidjan
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PMI	: Protection Maternelle et Infantile
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PUR	: Projet d’Urgence de Resocialisation
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l’Habitat
SICOGI	: Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière
SIHCI	: Société Immobilière et de Construction des Habitats à bon marché de Côte d’Ivoire
SPJEJ	: Service de la Protection Judiciaire de l’Enfance et de la Jeunesse
SUCCI	: Société d’Urbanisme et de Construction de Côte d’Ivoire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Les indicateurs de l'émergence du phénomène des « microbes » ... 21

Tableau 2 : Les indicateurs des dysfonctionnements de la politique sociale 22

Tableau 3: Échantillon pour l'enquête par entretien 51

Tableau 4: Récapitulatif des violences dues aux mutations sociales 87

INTRODUCTION

La notion de la politique sociale est omniprésente dans le débat social et politique. Etant greffée sur les anciennes solidarités familiales et religieuses, elle désigne, pour un Etat, un instrument de la cohésion sociale et de stabilité politique. En d'autres termes, elle désigne des politiques publiques directement orientées vers les populations en général, et des populations marginalisées en particulier. Elle constitue, de ce fait, un enjeu politique.

En Côte d'Ivoire, de 1960 à 1980, pendant la période dite « miracle ivoirien » la politique sociale est qualifiée de période de politique sociale efficace. Elle est caractérisée par la redistribution des richesses à toutes les régions, la multiplicité des infrastructures éducatives et de formation et la quasi-gratuité de l'accès à l'école, et aux soins de santé, etc.

Mais, dès 1981, la politique sociale, socle de la cohésion sociale et de stabilité va connaître des dysfonctionnements dans sa mise en œuvre, et ce, du fait de la récession économique. Et cela a donné lieu aux dégradations des liens sociaux et la remise en cause de la fonction redistributive de l'Etat, produisant ainsi l'impéritie, le chômage, la marginalisation, la corruption, etc.

Dès lors, la prolifération des zones précaires et défavorisées émerge dans les grandes agglomérations ; et ce, jusqu'en 2011 où la crise postélectorale va empirer cette situation : familles éclatées, chômage galopant, perte récurrente d'emplois, multiplication de zones précaires, etc. Cette précarité, combinée à l'absentéisme des parents à la maison, contribue au faible encadrement des plus jeunes. Par ailleurs, les institutions relais comme l'école sont dans l'incapacité d'encadrer et d'éduquer la jeunesse. Ces faiblesses ont une incidence directe sur les trajectoires de la violence des plus jeunes et, de façon spécifique, sur l'essor et la structuration du phénomène des enfants dits « microbes ».

En choisissant ce sujet : Politique sociale en Côte d'Ivoire et émergence du phénomène des enfants dits « microbes » en milieu urbain, la présente étude cherche à analyser le lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale en Côte d'Ivoire et l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain dans le contexte yopougonnais. Tout en s'inscrivant dans une approche compréhensive, et en convoquant les théories constructivistes, nous entendons, en premier lieu, décrire les caractéristiques de la politique sociale, en second lieu, identifier les mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale dans la commune de Yopougon. Cette étude entend établir également le lien entre ces dysfonctionnements et l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain et spécifiquement à Yopougon.

Au regard de ce qui précède et pour cerner les différents contours du problème étudié, la présente étude est structurée en trois grandes parties qui constitueront l'ossature de l'étude.

D'abord, la première partie pose les prolégomènes, c'est-à-dire les bases théoriques et méthodologiques de la recherche. Ce travail a consisté à répertorier les données nécessaires à la recherche, les techniques d'enquête, la visite exploratoire, l'élaboration des outils de collecte des données, l'enquête proprement dite, puis le traitement des données.

Ensuite, dans la deuxième partie, nous avons fait une présentation de la commune de Yopougon d'une part, et une présentation du quartier de Yopougon Sicogi d'autre part.

Enfin, la troisième partie est le lieu où nous analysons, à travers les séquences, le lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale et l'émergence du phénomène des enfants dits « microbes ».

PREMIERE PARTIE :

**CADRE THEORIQUE ET
METHODOLOGIQUE**

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE

Dans la considération théorique d'un mémoire, « il s'agit pour le chercheur de faire l'état de sa propre connaissance du champ en question et surtout, de ce qui, pris dans ce champ, éclaire, généralise, approfondit, explique et enrichit les principales dimensions du problème qu'il traite (AKTOUT, 1987). C'est le lieu d'apprécier, de façon générale et particulière les connaissances du chercheur de son champ de spécialisation, ainsi que sa capacité de s'en servir dans la théorisation des concepts constituant un sujet donné. Selon Paul N'DA (2015), c'est une étape importante dans la construction de l'objet de recherche. Cette étape débute généralement par la présentation des motivations qui ont milité en faveur du sujet de l'étude.

1-1- Raisons du choix du sujet

Le choix du sujet a été motivé par trois raisons : raison d'ordre personnel, d'ordre social et d'ordre scientifique.

1-1-1- Raisons d'ordre personnel

La réalisation de cette étude s'est opérée en considération de quatre raisons essentielles d'ordre personnel. D'abord, l'observation du phénomène des « microbes » nous a permis de constater que les quartiers d'Abidjan où se manifeste ce fléau social sont des quartiers populaires, défavorisés. D'Anyama à yopougon, en passant par Abobo, Attécoubé, nous sommes en présence des populations à faibles revenus, des familles démunies. Ensuite le constat théorique est que les enfants dits « microbes » sont essentiellement des « enfants âgés de 8 à 18 ans » (BAH Mahier et NIAMKE Jean Louis, 2016). Pourquoi ce sont les enfants de cette tranche d'âge des quartiers populaires et défavorisés seulement qui sont des « microbes » et non ceux des quartiers huppés et favorisés ? Cette

interrogation, portant sur la tranche d'âge de ces enfants et le milieu dans lequel ils vivent, a été pour nous une première source de motivation personnelle.

Nous avons été aussi marqués par la résistance de ces enfants « microbes » devant la réaction des forces de l'ordre. Malgré des séries d'interventions des forces de l'ordre dénommées « opération épervier », dont épervier 1, 2 et 3, ce phénomène persiste toujours et demeure un casse-tête pour ceux-ci.

Egalement, l'intérêt pour ce sujet a été suscité par le fait que nous avons vu, sur les réseaux sociaux, le corps sans vie de notre condisciple ABOGNY Claude Larissa, assassinée froidement et de façon crapuleuse par ces enfants.

Et enfin, vue notre passion pour l'approche sociologique du politique, approfondir notre culture sociologique a toujours suscité un intérêt particulier en nous.

1-1-2- Raisons d'ordre social

Les raisons d'ordre social qui ont motivées le choix de ce sujet de recherche sont de deux ordres :

D'abord, à la sortie de la crise postélectorale, l'Etat, moteur essentiel de la production du social, se sent de moins en moins légitime dans ses interventions sociales. Ce dépérissement de l'Etat ivoirien va être ressenti dans la mise en œuvre de sa politique sociale qui va connaître des trous et des failles, caractéristiques manifestes de son dysfonctionnement. Les inégalités spatiale et sociale, dues ainsi aux dysfonctionnements de la politique sociale, semblent être une fabrique des personnes vulnérables, précaires et désaffiliées. De sorte que ces dysfonctionnements induisent des risques de marginalisation et d'exclusion dont sont victimes les enfants dits « microbes ».

Ensuite, le phénomène des « microbes », jusque-là considéré comme la résultante de l'instrumentalisation politique, s'avère aussi être donc la résultante des dysfonctionnements de la politique sociale. Car selon MONTESQUIEU (1748),

l'Etat doit à « tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable et un genre de vie qui n'est point contraire à la santé ». C'est en cela que cette étude de la politique sociale en Côte d'Ivoire, en rapport avec l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain, relève par elle-même un procès pour la politique sociale et un défi à relever.

Cette étude pourrait donc faire comprendre à la société civile l'importance de la solidarité familiale, quant à la question des enfants, et amener les décideurs à reconsidérer la politique sociale déjà mise en œuvre par les autorités étatiques, eu égard à ses dysfonctionnements.

1-1-3- Raisons d'ordre scientifique

La désorganisation sociale et la crise de socialisation dues aux dysfonctionnements de la politique sociale donnent lieu à l'escalade de la violence et de la délinquance juvénile en milieu urbain. Cette escalade de la violence et/ou délinquance juvénile a été l'objet d'étude scientifique de plusieurs experts sous différents aspects :

L'aspect criminogène : Jean Pierre BEDOU (2015) porte principalement son étude de la criminologie sur les motivations du délinquant. Il l'aborde dans une approche individualiste-rationnelle où le délinquant est considéré comme un individu relativement rationnel. Il distingue deux types de cause du comportement délinquanciel, notamment les causes exogènes (qui sont propres au milieu du développement de l'individu) et les causes endogènes (qui sont liées à l'âge, sexe, aux facteurs génétiques, psycho-dégénératifs). Il soutient que le phénomène de délinquance est endémique, et s'oppose à la réflexion selon laquelle la délinquance est due aux seuls facteurs déterministes.

L'aspect juridique : Nicolas SALLEE (2010) précise que cet aspect de la délinquance juvénile a pour objectif de diagnostiquer les motifs de « l'irrégularité ». Pour lui, le volet judiciaire fait de la délinquance juvénile une

irrégularité individuelle et non sociologique.

L'aspect social : Dans une approche constructiviste, François DUBET (2003) étudie la violence et la délinquance juvénile comme étant une construction sociale. Il attribue deux fonctions à celle-ci, à savoir la fonction de représentation (champ médiatique, économique et politique) et celle de la régulation sociale nécessaire à la survie. Il soutient que violence et/ou délinquance juvénile n'est rien d'autre que ce qui est vécu comme une violence dans une culture, dans un groupe social et dans un contexte d'interaction.

La diversité des angles sous lesquels plusieurs auteurs antérieurs ont abordé le phénomène de violence en milieu urbain, résulte de la complexité et de la pertinence de celui-ci, et dénote sa portée scientifique.

A travers cette recherche, nous comptons contribuer à l'avancement des connaissances, surtout sous l'angle des failles de la politique sociale quant à l'aspect sociologique des comportements délinquanciers des enfants en milieu urbain.

1-2- Problématique

La politique sociale est un terme générique désignant des mesures politiques visant explicitement à influencer la situation de vie des individus. Elle est l'ensemble d'actions mises en œuvre progressivement par les pouvoirs publics pour parvenir à transformer les conditions de vie d'abord et d'éviter les explosions sociales, la désagrégation des liens sociaux. « Pour qu'il y ait politique sociale, il faut que l'Etat se sente légitime dans ses interventions et sa régulation » Nicole QUESTIAUX (2011).

La politique sociale, c'est aussi « l'usage du pouvoir politique dans le but de supplanter, compléter ou modifier les opérations du système économique afin

d'obtenir des résultats que le système économique n'atteindrait pas tout seul » Jean François BICKEL (2009).

Considérée comme telle, la politique sociale, au 21 siècle, « fait partie de la fonction principale de l'Etat et qu'elle est plus qu'un groupe de filets de sécurité et de services pour couvrir l'échec du marché » Isabel ORTIZ (2007). Greffée sur les anciennes solidarités familiales et religieuses, la politique sociale est un instrument de cohésion sociale et de stabilité politique, et cela suppose que les revendications soient attendues, analysées et débattues dans un processus décisionnel concerté. La politique sociale a permis aux pays d'Europe d'expérimenter un niveau de prospérité inédit dans l'histoire et d'atteindre la cohésion sociale et la stabilité politique en investissant grandement dans le développement social.

En France par exemple, la révolution industrielle, le Siècle des Lumières, la révolution française et le capitalisme (marqué par une grande précarité des ouvriers) ont influencé, au XIX siècle, l'émergence des idées des politiques sociales. Aussi l'accompagnement social des familles des années 2000 à travers l'Intervention Sociale Familiale(ISF) et les Caisses d'Allocation Familiales(CAF) qui en sont les illustrations a donné lieu à une concertation étendue qui permit à l'Etat une maîtrise des actions sociales.

Dans les pays africains en général, et particulièrement en Côte d'Ivoire, la période post-indépendance a été une période de la mise en œuvre d'une politique sociale relativement efficace. Selon Francis AKINDES (2000), la période de 1960 à 1980, dite période du « miracle ivoirien » est marquée par une croissance économique continue. La politique sociale, par ailleurs, qualifiée d'efficace, est caractérisée par, notamment la multiplicité des infrastructures éducatives et de formation, l'équipement des infrastructures sanitaires et la création des sociétés d'Etat. Cette période est aussi caractérisée par la quasi-gratuité de l'accès aux établissements publics d'éducation, de formation et de soins de santé et la politique d'attribution

de bourses d'étude et de recrutement des diplômés d'université sur fond d'ivoirisation. La correction du déséquilibre entre le Sud et les zones Centre, Nord et Ouest justifia la création des sociétés d'Etat, notamment, des usines de textile au Centre, des complexes sucriers au Nord et des complexes hôteliers, des barrages hydroélectriques et le port de San-Pedro à l'Ouest et Sud-ouest (Francis AKINDES, « op.cit. »). Ainsi, la croissance économique dite miracle ivoirien « fut doublée d'un effort de compensation de la faiblesse du pouvoir d'achat des couches défavorisées, par des politiques implicites et explicites de subventions à l'éducation, à la santé et à la consommation au travers de la dépense publique (G. DURUFLE, 1988, P.107-112) ; de sorte que la politique sociale ne souffrait d'aucun dysfonctionnement majeur. Et ce, du fait que « l'Etat social se définit par la fonction centrale de redistribution consubstantielle à sa légitimité » Jürgen HABERMAS (2000, P. 71).

Mais dès les années 1981, à la suite d'une récession économique, la politique sociale, socle de la cohésion sociale et de la stabilité, va connaître des failles dans sa mise en œuvre. La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays africains, est sous la pression des bailleurs de fonds (Banque Mondiale et Fond Monétaire Internationale). Les prétentions régulatrices de l'Etat sont revues à la baisse. Et ce, du fait de l'adoption des Plans d'Ajustement Structurels (PAS) qui sera source de l'accentuation et de l'aggravation des déséquilibres sociaux. Aussi, l'inflation non maîtrisée, due à la dévaluation en 1994 caractérisée par la hausse généralisée des prix des produits de base (céréales, féculents, tubercules) et des services publics (gaz, électricité, transport), va contribuer à dégrader les conditions de vie des ménages et marquer une croissance des inégalités existentielles existantes et l'effondrement des indicateurs sociaux : « l'IPH de 10% en 85 à 32,3% en 1993, puis de 36,8% en 1995 ; le Ratio de Pauvreté progressivement de 35,4% et 33,4% en 1995 et 1998 » Francis AKINDES « op.cit. ». Les structures de solidarité traditionnelle, qui fonctionnent comme des filets de sécurité sociale, se dégradent

et se révèlent de plus en plus inaptes à répondre à la croissance des sollicitations sociales. Et cela va conduire à une recomposition progressive des systèmes de relation interindividus, intracommunautés et intercommunautés. Cela a donné lieu à un délitement des liens sociaux, une individualisation marginalisante et la remise en cause de la fonction redistributive de l'Etat, avec pour corollaires la démultiplication des itinéraires d'exclusion (chômage, marginalisation, désaffiliation, etc.), des itinéraires du refus (injustice, corruption, impéritie), Francis AKINDES, « op.cit. ».

Face à ces fléaux, le constat est que les enfants et jeunes des zones précaires et défavorisées vont migrer au Sud vers les grands centres urbains. De sorte qu'on assiste à la prolifération des bidonvilles et quartiers précaires dans ces grandes agglomérations. Cette situation va connaître son pic à la sortie de la crise postélectorale de 2011. Les familles sont éclatées, la perte d'emplois des chefs de famille est récurrente et le chômage est galopant.

Ainsi, premièrement, les enfants et jeunes délinquants sont essentiellement issus des bidonvilles et des quartiers précaires qui sont, par ailleurs perçus comme des officines de la violence juvénile. Deuxièmement, ces enfants délinquants dits « microbes » sont essentiellement des « enfants âgés de 8 à 18 ans » (BAH Mahier et NIAMKE Jean-Louis, 2016). Troisièmement, la Côte d'Ivoire avec « une population de 23 865 564 d'habitants dont la moitié a moins de 20 ans » (l'OFPRA, 2017), à la sortie de la crise post-électorale de 2011, a axé sa politique publique sur trois défis majeurs : la sécurité et l'Etat de droit, la constitution de la nouvelle armée et la réconciliation nationale, tout en mettant prioritairement en avant sa vision du développement économique, avec pour objectif l'émergence à l'horizon 2020. Du coup, plusieurs aspects de la politique sociale, dont l'éducation, l'emploi, la sécurité sociale, les services sociaux, les aides aux logements et à l'habitat, les allocations familiales, etc., semblent être négligés au profit de la politique de développement économique. Or la famille et l'éducation

sont prima à la mise en œuvre de la politique sociale. La famille étant le socle de tout épanouissement, c'est à l'intérieure de la cellule familiale que la personnalité et le caractère de l'enfant se forment. C'est aussi à l'intérieure de la cellule familiale que l'éducation de l'enfant prend sa source. C'est à cela que Catherine SAMET (2000) soutient que « le contexte familial dans lequel ces jeunes évoluent joue un rôle important dans leur dérive ». L'instruction des populations exige donc de garder les enfants à l'école. Mais nombreuses sont les familles qui n'arrivent plus, ou du moins qui ont des difficultés à scolariser leurs progénitures.

Or la Côte d'Ivoire, sous le régime actuel, affiche un taux de croissance de 9% (Francis AKINDES, 2017). On remarque qu'en dépit de cette croissance, au lieu d'une relative satisfaction sociale, on assiste plutôt à des grognes sociales. « On sent monter la fièvre d'une aspiration collective à un changement qualitatif des conditions de vie » Francis AKINDES « op.cit. ». Les manifestations contre la hausse des prix d'électricité et contre la vie chère en 2016, avec les jargons « l'argent ne circule pas », « on ne mange pas les ponts et le goudron » en sont la parfaite illustration. « En claire, la population s'attendait de la part du régime de OUATTARA à plus d'investissement dans le social, [...]. L'absence de perception des effets de la croissance économique dans les assiettes et le sentiment de ne plus être protégé par l'Etat se doublent d'un sentiment d'inégalité dans l'accès aux opportunités de la croissance et des faveurs d'Etat » (F. AKINDES « op.cit. ». Dès lors, « une société dont les valeurs sont en décalage avec les réalités, peut-elle prétendre les transmettre aux enfants ? » Catherine SAMET« op.cit. ».

Les modèles de réalisation de soi proposés par la société ivoirienne sont multiples et contradictoires et les enfants ont d'autant plus de difficultés à y trouver leur place. Le paradoxe réside dans le fait que la société ivoirienne est perçue de l'extérieure (parlant des jeunes immigrés) comme une société dans laquelle les richesses matérielles et les possibilités de travail abondent (un vrai « eldorado »). Comme des opportunistes, ces enfants ne sont-ils pas à la recherche de valeurs

auxquelles il faut se référer pour bâtir leur personnalité et structurer leur identité ? Et la situation post crise de 2011 à Abidjan est la parfaite illustration de ce paradoxe. On y assiste à des exclusions, de marginalisation, d'intégration, d'affiliation et surtout « la précarisation des familles » AKINDES « op.cit. ». « 20% de la population du district d'Abidjan vivent dans les quelques 143 quartiers précaires qui couvrent au moins 2% de la ville ». Au plan éducatif, « les moins de 18 ans représentent 65% des personnes exclues du système scolaire » (BNETD, 2015).

Spécifiquement, la commune de Yopougon, un pôle structurant et principal réceptacle des flux migratoires à destination d'Abidjan, regorge une population de 1 071 543 habitants (RGPH, 2014) dont 56% ont moins de 20 ans (Indigo et Interpeace, 2015). Cette commune a été l'une des communes d'Abidjan qui a le plus souffert des affres de la crise postélectorale de 2011. Elle présente des manifestations de l'essoufflement du modèle d'intégration des populations et des insuffisances de la politique publique de développement urbain qui ont porté à exacerbation les inégalités. Dans ce contexte favorable à la précarisation des conditions et moyens d'existence, des familles se retrouvent dans les bidonvilles. Les enfants sont laissés pour compte, le père, l'autorité de la famille, est de plus en plus incapable de satisfaire aux besoins primaires de ces progénitures : l'assurance d'une alimentation saine et régulière, un logement décent, l'accès à l'éducation et aux soins de santé.

Aussi, l'extension continue de la commune de Yopougon ne s'est pas accompagnée de création conséquente d'écoles. Les infrastructures éducatives sont en nombre insuffisant et le coût de la formation est exponentiellement élevé. Ces enfants laissés pour compte, opportunistes, issus de ces conditions, sont attirés par le gain facile en s'adonnant, dans leurs rapports sociaux, aux actes de violence dont l'une des manifestations est le phénomène des enfants dits « microbes ». A cet effet, on note la récurrence des agressions sanglantes et

meurtrières perpétrées par ceux-ci : l'assassinat de l'étudiante Claude Larissa ABOGNY et l'agent de police nationale Esaïe Yao Koffi (Edito Joël Ettien, 2017). « 11500 jeunes ont été appréhendés suite à l'Opération Epervier 1, 2 et 3 » OFPRA « op.cit. ». Et du fait des enfants dits « microbes », circuler à Abidjan est devenu quasiment dangereux de jour comme de nuit. Selon le Centre Amigo Doumé, à Abobo (centre de resocialisation des jeunes), les microbes sont des enfants de la crise postélectorale de 2011. Et la politique sociale, qui devrait aider à cet épanouissement social des enfants, en constitue le rempart contre toute attente dans cette Côte d'Ivoire post crise électorale de 2011.

Dès lors, la violence perpétrée par ces enfants dits « microbes » n'est-elle pas le reflet des dysfonctionnements de la politique sociale en Côte d'Ivoire ? Autrement dit, la politique sociale en Côte d'Ivoire, qui devrait être le fondement de l'épanouissement social des populations en général et des enfants en particulier, n'est-elle pas minée par des dysfonctionnements, au point d'induire la production de phénomènes sociaux, dont l'émergence du phénomène des « microbes » ?

De cette question, découlent les questions spécifiques suivantes :

- 1-Quelles sont les caractéristiques de la politique sociale à Yopougon - Sicogi ?
- 2-Quels sont les mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale à Yopougon - Sicogi ?
- 3-Comment les dysfonctionnements de la politique sociale induisent-ils l'émergence du phénomène des « microbes » à Yopougon -Sicogi ?

1-3- Objectifs de l'étude

1-3-1- Objectif général

Cette étude vise à analyser le lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale en Côte d'Ivoire et l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain.

1-3-2- Objectifs spécifiques

De manière spécifique, cette étude vise à :

- décrire les caractéristiques de la politique sociale à Yopougon -Sicogi
- identifier les mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale à Yopougon -Sicogi
- établir la relation entre ces dysfonctionnements et l'émergence du phénomène des « microbes » à Yopougon -Sicogi

1-4- Hypothèse de la recherche

L'émergence du phénomène des enfants dits « microbes » en milieu urbain est liée aux dysfonctionnements de la politique sociale.

Cette hypothèse est déterminée par le terrain, c'est-à-dire la constatation, l'examen et la confrontation des éléments significatifs des faits observés.

1-5- Modèle d'analyse

Le modèle d'analyse nous permet de faire une jonction entre la théorie et la pratique ; cette phase de la recherche nous permet de traduire les informations collectées par observation de terrain et entrevues, en traiter avec précision, c'est-à-dire les traduire en « données ».

Dans la présente étude, l'hypothèse montre que les dysfonctionnements de la politique sociale expliquent l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain. Cette hypothèse admet deux variables :

- La variable dépendante ou variable à expliquer
- La variable indépendante ou variable explicative

Ainsi, la variable dépendante, qui est l'émergence du phénomène des microbes, comporte pour nous, trois dimensions : les dimensions idéologiques, symbolique et conséquancielle.

Pour la variable indépendante qui est les dysfonctionnements de la politique sociale, nous avons également trois dimensions : les dimensions idéologiques, symbolique et conséquancielle.

Tableau 1: Les indicateurs de l'émergence du phénomène des « microbes »

CONCEPTS	DIMENSIONS	INDICATEURS
EMERGENCE DU PHENOMENE DES MICROBES	Idéologique	<ul style="list-style-type: none"> • Discours passifs des autorités politiques face à ce phénomène • Opinions politiques de certains partis politiques • Autonomisation des enfants « microbes »
	Symbolique	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'instruction enfant microbe • Présence d'armes blanches de divers types (machettes, Couteaux, Gourdins) au quartier avec ces enfants • Nombre d'enfants microbes
	Conséquencielle	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'agressions à l'arme blanche du fait des « microbes » • Nombre de meurtres à l'arme blanche du fait des « microbes » • Nombre de vols liés aux « microbes »

Tableau 2 : Les indicateurs des dysfonctionnements de la politique sociale

CONCEPTS	DIMENSIONS	INDICATEURS
DYSFONCTION- NEMENTS DE LA POLITIQUE SOCIALE	Idéologique	<ul style="list-style-type: none"> • Discours politiques autour des prises en charges (sélection des bénéficiaires des prises en charge, etc.) • Discours politiques autour de l'accès aux aides sociales
	Symbolique	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de quartiers précaires et bidonvilles • Nombre de logements sociaux
	Conséquencielle	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de dépense à caractère social • Niveau d'investissements pour le social • Nombre d'organismes en faveur des démunis

- **MODELE INDUCTIF**

L'observation du terrain d'étude nous a permis d'obtenir des indicateurs pertinents, notamment la présence de quartiers précaires et le nombre de logements sociaux qui sont en corrélation avec la circulation des armes blanches dans la tranche d'âge de 8 à 18 ans à niveau d'instruction très faible. Plus il y a des quartiers précaires et de bidonvilles, plus des enfants à faible niveau d'instruction s'adonnent à la violence criminelle en se servant des armes blanches, et plus il y a des agressions, vols et meurtres liés aux enfants « microbes ». L'accès difficile aux aides sociales et aux prises en charge est facteur du niveau d'instruction faible des enfants de 8 à 18 ans. Et ce, du fait du niveau des dépenses sociales et du nombre d'organismes en faveur des familles démunies. Plus les autorités politiques sont passives, en termes d'amélioration des conditions sociales, plus ces enfants brandissent leur autonomie.

1-6- Approche conceptuelle

Il nous est utile, à ce stade de cette étude, de procéder à l'opérationnalisation de cet ensemble structuré et cohérent des variables. Cette opérationnalisation consiste à l'isolement concret des faits observés qu'il faudra traiter pour effectuer l'analyse. A cet effet, les concepts méritent d'être élucidés, car la tâche primaire du sociologue dans une recherche est de définir son objet d'étude. Et elle consiste à « ne point contempler ce que personne n'a encore contemplé, mais de méditer comme personne n'a encore médité sur ce que tout le monde a devant les yeux » (GRAWITZ, 1986). Ainsi, par souci d'une réalisation adéquate de cette recherche, il est judicieux de définir les concepts de :

1-Politique sociale

2-Phénomène des « microbes »

3-Milieu urbain

1-6-1- Politique sociale

Le terme « politique » est polysémique, il recouvre au moins trois sens :

D'abord la politique en son sens plus large « politikos » indique le cadre général d'une société organisée et développée.

Ensuite, dans une acception beaucoup plus restreinte, la politique, au sens de « politikè », ou d'art politique se réfère à la pratique du pouvoir, soit donc aux luttes de pouvoir et de représentativité.

Enfin, la politique au sens de « politeia », renvoie à la constitution et concerne donc la structure et le fonctionnement (méthodique, théorique et pratique) d'une communauté, d'une société, d'un groupe social. La politique porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de cette société, ses rapports internes et ses rapports à d'autres ensembles. La politique est donc principalement ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualité et/ou de multiplicité. C'est dans cette optique que les études politiques ou la science politique s'élargissent à tous les domaines d'une société (économie, droit, sociologie, etc.).

La politique sociale renvoie à l'action d'un Etat, de pouvoirs publics. La définition conceptuelle de « politique sociale », c'est : un instrument appliqué par des gouvernements pour réglementer et compléter des institutions de marché et des structures sociales. C'est le fait de venir en aide à tous ceux qui sont dans le besoin et dont le comportement n'est pas franchement répréhensible ; c'est un devoir national dont la responsabilité incombe à l'Etat.

Le terme « politique sociale » est aussi un contrat social entre l'Etat et les citoyens dans lequel les droits et fonctions sont convenus par tous pour promouvoir l'intérêt commun.

La définition opérationnelle de politique sociale c'est : l'éducation, l'emploi, la sécurité sociale, la solidarité (familiale et professionnelle), justice sociale, la

santé, l'intégration sociale et la redistribution des fruits de la croissance économique. La politique sociale, opérationnellement, c'est aussi les services sociaux ou actions sociales, notamment les allocations familiales, les aides aux logements et à l'habitat, etc.

A travers notre étude, le concept de politique sociale renvoie à la fonction centrale de redistribution consubstantielle à la légitimité de l'Etat. « Cette redistribution s'étend à l'éventail des prestations fournies par les services publics, depuis l'emploi jusqu'à la protection de la nature et à l'urbanisme en passant par les politiques de santé, de famille et d'éducation » (Jürgen HABERMAS, 2000, P.72).

1-6-2- Phénomène des « microbes »

Etymologiquement, les « microbes » se définissent comme des parasites nuisibles à la santé ; ce sont des êtres vivants remarquables par leur petitesse et leur virulence.

Les enfants sont assimilés aux microbes du fait de leur forme et les effets dévastateurs de leurs actions. Les enfants sont des adultes en devenir. L'enfance s'avère un manque que la société doit remplir durant le processus de socialisation. Du point de vue conceptuel, les enfants sont donc « des récipients de l'enseignement et de la sagesse des adultes » MAYALL, 1994).

L'éducation traductionnelle reconnaît les enfants comme des êtres sociaux émergents d'une vaste gamme d'interconnexion d'objets non humains avec des êtres humains. « L'enfance est le produit d'actions complexes de coopération, de conflit et de résistance parmi un large éventail d'acteurs sociaux, y compris les enfants eux-mêmes, dans un processus historique de modelage d'une forme par diverses actions sociales » André TURMEL (2013). Le terme enfant renvoie donc à une forme sociale à modeler à travers « la séquence de sa trajectoire biographique » Pierre BOURDIEU (1980).

La définition opérationnelle du terme « enfant », c'est : l'apprentissage, l'intériorisation des schèmes complexes, normes, règles et comportements.

Le terme « enfants microbes », selon l'approche conceptuelle, renvoie aux enfants dont l'âge varie entre 8 et 18 ans qui agressent à l'arme blanche, mais qui opèrent presque toujours en groupes dans lesquels chacun a une fonction spécifique. C'est la violence et/ou délinquance juvénile, la violence étant « un appel négatif à la communication, une échappatoire au monologue de la solitude existentielle » (Catherine SAMET, 2000), et la délinquance, « considérée comme étant une forme de déviance qui offre à ses membres une microsociété de substitution quand les conditions d'existence (famille, pauvreté, quartiers défavorisés, absence de formation éducative, etc.) rendent difficile l'assimilation » (Ecole de Chicago, 1920).

Les enfants dits « microbes » dans cette étude ne sont-ils pas en réalité des enfants à intégrer socialement, des délaissés, des abandonnés de la politique sociale en Côte d'Ivoire ?

Dans le cadre de cette étude, le concept des « microbes » renvoie à la problématique des laissés pour compte qui met à nu les dysfonctionnements de la politique sociale mise en œuvre en Côte d'Ivoire après la crise postélectorale de 2011.

1-6-3- Milieu urbain

Le terme « milieu » signifie littéralement « entre le lieu » et se réfère à une relation établie entre les lieux et les structures sociales.

Le milieu urbain se caractérise par une densité importante d'habitat et par le nombre élevé de fonction qui s'organisent en son sein.

Les liens entre les relations sociales et leurs empreintes spatiales sur les lieux et les choses physiques ont été décrit par Emile DURKHEIM comme « morphologie

sociale ». Pour lui, « les substrats physiques doivent être perçus à la fois comme conditions et produits sociaux de la vie sociale » DURKHEIM (1893). Ainsi, il classe les faits à l'intérieur de la structure du monde objectif et démontre que les formes de l'urbain, les types d'habitat, mais aussi les structures politiques et juridiques disposent d'un ancrage au sein de l'environnement physique, environnement étant réduit au lieu concret de rendez-vous et de théâtre d'événements.

Le phénomène urbain apparaît comme un reflet des mutations socioéconomiques des sociétés contemporaines. Il fait référence à la ville et donne à voir les changements politiques, sociaux, culturels et symboliques de la nouvelle modernité. Selon les sociologues, le cadre urbain est défini comme dynamique des relations sociales, dynamiques sociopètes ou dynamiques sociofuges. « La densité, l'hétérogénéité et la différence sont appréhendées, dans leurs empreintes socio-spatiales, comme des caractéristiques urbaines » (WIRTH, 1938 ; SIMMEL, 1984).

Le concept de milieu urbain est aussi défini « comme un groupe social en grande partie socialement et culturellement homogène, avec des styles de vie et des principes similaires. Le groupe social est lié à des espaces, à des quartiers particuliers et dispose des données, de structures physiques et matérielles spécifiques » (Oliver FREY, 2012). Le milieu urbain, par ailleurs, définit une compréhension de l'urbanité en tant que forme de vie déterminée à la fois par des caractéristiques socioculturelles et par des propriétés architecturales et physiques.

Le milieu urbain, concernant notre étude, désigne une zone habitée et structurée par des populations, et « consiste à appréhender la vie urbaine comme un enchevêtrement amalgamé, une interaction permanente entre les formes du monde sociale et du monde manifestement objectivé » Oliver FREY, 2012). Dans notre étude, le milieu urbain fait référence à la commune de Yopougon.

1-7- La revue critique de la littérature

Aborder les questions de la délinquance juvénile en milieu urbain amène à soulever certains questionnements d'ordre thématique de la cohésion sociale. La cohésion sociale faisant débat dans les sociétés humaines, les questions de solidarité, voire de la politique sociale, dans un système relationnel d'intégration et d'inégalités sociales, sont récurrentes. Ainsi, l'étude de la politique sociale en lien avec le phénomène des « microbes » en milieu urbain, s'inscrit dans la crise de socialisation et des dysfonctionnements sociaux.

Dans le cadre de la présente étude, la revue critique de la littérature nous a amené à consulter des ouvrages, des articles, des périodiques, des rapports humanitaires traitant la politique sociale en lien avec la délinquance juvénile. Le premier point de cette revue va essayer d'épiloguer d'abord sur les questions structurant la politique sociale comme entraide, ensuite la violence et/ou délinquance juvénile. Et suivront les questions liées aux inégalités spatiales et sociales comme fondements de la violence juvénile, à l'intégration et inégalités comme facteurs des dysfonctionnements sociaux et enfin, à l'enfant délinquant comme un opportuniste du dysfonctionnement de la politique sociale en Côte-d'Ivoire.

1-7-1- Politique sociale comme principe d'entraide pour contrer l'appel à la violence

La politique sociale, ou encore la politique publique est d'abord un concept empirique destiné à décrire l'action concrète de l'Etat ou d'une autorité publique ou autrement dit, de l'Etat en action (Muller et J. 1987).

Selon le prologue des politiques sociales, la notion de politique sociale renvoie à l'action d'un Etat, des pouvoirs publiques au profit des faibles, des démunis. Et c'est princes des Eglises, pendant l'Ancien Régime au XIX^e siècle qui furent les premiers à définir les premières esquisses des politiques sociales.

Jacques BICHOT(2000) précise que pendant l’Ancien Régime, les politiques sociales se manifestaient à travers, notamment, les solidarités familiales et professionnelles et la charité. Par exemple, la solidarité familiale consistait en un lien de solidarité importante dans une famille, une communauté au sein de laquelle ceux qui produisaient ou qui possédaient, partageaient avec les autres (enfants, personnes âgées, handicapés, adultes en difficulté), les risques de l’existence, notamment, la maladie, l’absence du travail ou de moyens de production, le risque de mauvaises récoltes, etc., étaient pris en charge. Il soutient que la thèse selon laquelle, venir en aide à tous ceux qui sont dans le besoin et dont le comportement n’est pas franchement répréhensible est un devoir national dont la responsabilité incombe l’Etat. Pour dire que l’Etat forme une communauté d’entraide. « La solidarité envers tous les faibles ou les plus malchanceux est une de ses fonctions importantes ». C’est le principe de base de la conception de l’Etat, duquel découle le droit à l’éducation, à la santé, à un minimum vital, etc.

Et c’est à juste titre que, de façon respectueuse, J.J Rousseau et Emile DURKHEIM affirment : « Le souverain est le père de tous ses sujets, pourquoi ne serait-il pas le caissier général de ses pauvres ? », et « [...] l’Etat qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, le vêtement convenable et un genre de vie qui ne soit contraire à la santé ». Et cela se traduit par des formes diverses d’interventions auprès des familles démunies ou dans des situations d’adaptation de logement ou de relogement, etc.

Ces travaux montrent combien la mise en œuvre de la politique sociale contribue à l’amélioration des cadres et conditions de vie.

Jean Pierre DUMONT (1998), parlant de la politique sociale, insiste sur la recherche d’un socle commun pour assurer un minimum de garanties aux chômeurs, aux grands malades, aux retraités et aux pauvres. Et donc, une politique bien conçue est un indicateur de l’égalité croissante. Et cela nous a semblé pertinent et a permis de cerner les caractéristiques de la politique sociale.

Isabelle ASTIER (2010), dans ses travaux, atteste que : « le social renvoie à un univers protecteur qui nous concerne tous par affiliation de chaque individu à un système de solidarité. Une sociologie du social et de l'intervention sociale permet de suivre l'affirmation de cet idéal où s'impose la dette de chacun envers tous ceux qui chutent ». Tout en considérant que le social est une théorie des rapports entre l'Etat et la société des individus, elle précise que l'Etat est le moteur essentiel de production du social.

Les apports de ces travaux nous ont semblé très pertinents dans la réalisation de présente étude.

Selon **Isabel ORTIZ** (2007), la mise en œuvre de la politique sociale bien conçue peut puissamment former des pays, promouvoir l'emploi et le développement, et surtout « éradiquer la marginalisation et vaincre les conflits » en classes sociales. Ceci pour ainsi dire que la politique sociale est une solution efficace à la marginalisation et un frein à l'engagement à l'acte violent. C'est dans ce sens qu'Emile DURKHEIM privilégie la stabilité, voire la non-violence, qu'entraîne la solidarité organique. Et ces travaux ont permis de montrer que la politique sociale constitue un frein à la violence, voire un frein aux rapports conflictuels.

1-7-2- Violence et /ou délinquance juvénile

Pour comprendre l'épineuse question des dysfonctionnements de la politique sociale en lien avec l'émergence du phénomène des « microbes », il est important de porter d'abord un regard sur le terme « enfant ». Sociologiquement, l'enfant est un acteur social caractérisé par la dépendance.

L'enfant a longtemps été le fruit de l'union d'un père et d'une mère liés par le lien sacré du mariage. Et donc, l'enfant est un acteur qui occupe une place importante dans la vie familiale. C'est en cela que **Martine SEGALEN** (2010), dans ses travaux, a montré que c'est avec les transformations familiales des années

1970 que la place de l'enfant a changé radicalement. De sorte que « enfant, aujourd'hui, est un concentré de contradictions » : conçu au sein d'un couple, il est un enfant « public », protégé par des lois, et doté du pouvoir de donner son avis sur ce qui est bon pour lui. Parallèlement, il occupe une place prépondérante dans nos sociétés. Ainsi, l'on est en droit de se demander, avec Martine SEGALEN « si aujourd'hui, l'enfant n'appartient pas, de plus en plus jeune, à son groupe d'âge qui lui impose ses modes, ses comportements, son langage, et aux marketings qui lui impose ses marques. Pour lui, les enfants, aujourd'hui, sont « les héros d'une société d'abondance » et ont toujours tendance à basculer vers la violence pour s'exprimer.

Ainsi, Catherine SAMET (2003) précise que la violence et/ou délinquance juvénile est de caractère existentiel. Il y a 3000 ans en Grèce, que l'aventure du phénomène de la violence a commencé, à travers le mythe du « chasseur noir », c'est-à-dire l'individu immature, lâche, fourbe qui agit la nuit et s'exclut lui-même du passage à l'état adulte, membre honorable de la cité. Selon elle, les jeunes occupent une place importante dans cette réflexion sur le terme « violence et délinquance », car ils ont toujours tendance à basculer vers la violence. Les actes violents et délinquanciers, chez les jeunes, relèvent la plupart des temps des silences des paroles inavouées et compensant une impossibilité d'établir un « logos dialectikos » avec les autres. L'autre étant un point de repère qui détermine sa position dans son ouverture à l'existence. Dans le processus de leur combat existentiel, ils s'évertuent à se faire entendre. Mais leur incapacité à s'exprimer dégénère en actions violents. Ainsi, pour elle, la violence chez les jeunes est une question sociale et reflète une sorte de vie désaxée due à la perte de sensibilité de l'âme.

Le temps de la jeunesse est comme temps de la violence et celle-ci est comme un « Drama » de l'existence des jeunes. Selon elle, le temps de la jeunesse c'est le temps de la programmation et de l'établissement des stratégies. « C'est le temps

qui, bien que fugitif, fascine et presse, mais qui aussi ronge et désespère », et qui porte les jeunes vers l'agressivité ; un temps « à faire », un temps « oligarchique » qui fait naître chez les jeunes un sentiment de désarroi et d'amertume perçus comme un échec non mérité. Pour elle, la violence apparaît donc comme un appel négatif à la communication, comme une échappatoire au monologue de la solitude existentielle et contient la fatalité d'une jeunesse qui déambule entre le néant de la naissance et le néant de la mort. Et cela se justifie lorsque **l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU, 2008)**, à travers ses travaux, atteste que la jeunesse des milieux défavorisés a toujours été, à la fois une cible et un vivier de prédilection des groupes sociaux délinquants. Mais cependant, cette structure ajoute que les jeunes des quartiers défavorisés sont des jeunes qui sont en difficulté socialement et qui doivent être intégrés socialement. Car les jeunes, bien qu'ils soient acteurs (jeunes dangereux), sont aussi victimes (jeunes en danger). L'IAU soutient donc que le phénomène de délinquance est une question sociale et surtout urbaine et pose de nouveaux défis aux pouvoirs publics qui ne doivent plus se contenter de gérer, de contenir, de réprimer ces phénomènes aux origines multifactorielles, et qui se sont massifiés et fragilisent la cohésion sociale.

Jean Pierre BEDOU (2015) précise que « être ou devenir délinquant remonte à la nuit des temps... et ce serait en raison de la faute commise par ADAM et EVE qui, cédant au tentateur (le serpent), croquèrent la pomme en violation des ordres de DIEU, que l'être humain vivrait dans la notion de paradis perdu et du péché ». Ainsi l'homme, depuis des millénaires, a instauré des règles de conduite variées et dissemblable selon les sociétés pour essayer de vivre en symbiose avec ses coreligionnaires. Les commandements du décalogue donné par DIEU à Moïse en sont les premières illustrations dans la vie en société. A travers le terme « violation », il porte ainsi un regard sur l'aspect juridique de la délinquance juvénile. C'est en cela qu'il affirme que la violation de ces règles établies par certains, qui n'acceptent pas, peu ou prou, volontairement ou non, de se plier aux

exigences et contraintes d'une vie en communauté, donne lieu à un cycle de règles et de violation de règles dans une dynamique dynamisant la société. Et cela fait que la société est en présence d'une réalité quasiment inéluctable. Ainsi soutient-il que ce soit une situation avec laquelle la société doit composer, car « le phénomène de délinquance est endémique ». Il est inhérent à la nature humaine et au groupe social, mais aussi acquis. A cet effet, Jean Pierre BEDOU distingue deux types de cause des comportements délinquants :

Les causes exogènes : elles sont propres au milieu du développement de l'individu, notamment les causes géographiques, familiale, politiques, médiatiques, ethnoculturelles, scolaires. La délinquance est ainsi conditionnée et influencée par la société dans laquelle l'individu (délinquant) vit dans un état de mal-être.

Les causes endogènes : ce sont les causes liées à l'âge, sexe, aux facteurs génétiques, psycho-dégénératifs. Dès lors, le délinquant est considéré comme un malade de soi-même, fragilisé et ne pouvant refreiner ses instincts, ni résister aux tentations. Pour lui, le délinquant doit être considéré comme un individu relativement rationnel, préparant son méfait, choisissant son but, calculant les avantages et les risques, visant une finalité à atteindre, s'adaptant aux circonstances et essayant d'exploiter celle-ci à son avantage. Jean Pierre BEDOU s'oppose à la réflexion selon laquelle la délinquance est due aux seuls facteurs déterministes. C'est justement à propos des facteurs déterministes de la délinquance que **Michel WIEVIORKA (2003)** précise que la violence traduit la décomposition des nations, la crise ou la mutation des sociétés où elles agissent, et l'affaiblissement de l'Etat.

François DUBET (2003), pour sa part, affirme que « la violence est partout, réelle ou potentielle, légitime ou pas et c'est ce qui en rend la définition banale ou hasardeuse : trop large, elle dissout l'objet, trop étroite, elle n'est qu'une manière de stigmatiser certaines conduites de violence illégitime ». La violence est définie

par sa représentation et n'est rien d'autre que ce qui est vécu comme une violence dans une culture, un groupe et dans un contexte d'interaction. Pour lui, la violence n'est pas homogène, ni dans ses formes ni dans ses significations. A cet effet, il distingue quatre formes de violence (violence normale, enragée, violence comme marché délinquant et celle due aux crises et aux territoires).

Ces travaux nous ont permis de cerner au mieux laquelle des formes de la violence est-il question dans la problématique de la violence dans cette étude.

Didier BRENOT (1992) rejoint DUBET pour dire qu'il en a de permise et c'est le cas quand on ne sait à qui demander justice. Le terme « suivre » devient alors un élan créateur, une joie de vivre, une ouverture de cœur : « c'est tous les symptômes d'une jeunesse ».

Or d'après les commandements du décalogue : « tu aimeras ton prochain comme toi-même, tu ne tueras pas, honore ton père et ta mère, etc., loi qui hélas est toujours vécue, non comme contrainte imposée à l'encontre de nos désirs. De sorte que nos lois démocratiques croient bien faire en entérinant comme règle de vie, ce qui n'est que violence, substituant ainsi à la morale naturelle ces formes dénaturées de l'ordre public conventionnellement revêtues des appellations d'éthique ou de déontologie. Lois qui, pourtant, auraient dû se faire Amour. Pour lui, nos maîtres-penseurs, face à la violence, s'ingénient à normaliser des mœurs qui ne sauraient l'être sans que le fonctionnement même de nos sociétés s'en trouvât gravement exposé.

1-7-3- Les inégalités spatiales et sociales comme fondements de la violence juvénile

Selon **Eveline THEVENARD (2002)**, les controverses, entre les acteurs dans le processus décisionnel de la politique sociale aux Etats-Unis en 1980, ont entraîné un sous-prolétariat des centres villes caractérisés, non seulement par la pauvreté, mais surtout par un ensemble de comportements déviants : échec scolaire, usage

de drogue, chômage et surtout de délinquance. « A la fin des années 1970 apparaît le concept d'Under class ... une population irrécupérable, Under class, nouvel avatar des « classes dangereux » du 19^e siècle ».

Elle soutient que «au pays des égalités des chances, la permanence des tensions entre les idéaux fondateurs américains, l'individualisme, l'égalitarisme et la foi dans le marché, caractéristiques du dysfonctionnement du système d'aide sociale, constitue le fondement des comportements déviants. Ceci pour ainsi dire que la non-participation de tous les acteurs et/ou la prise de décisions non consensuelles constituent un facteur de l'inefficacité de la politique sociale.

Isabel ORTIZ (2007) précise que les politiques sociales inefficaces peuvent être le déclenchement de l'effondrement de l'Etat. « Le gouvernement autoritaire, l'iniquité grossière, le manque d'opportunité pour accroître l'équité, l'exclusion et la privation, tous augmentent la probabilité de la délégitimation de l'Etat et de sa sécession de l'appui de ses citoyens, menant à la désintégration sociale, au conflit et à la violence ». Selon lui, la politique sociale résiduaire, dominant pendant des décades, a conduit à une hausse des tensions sociales et au malaise. Et aujourd'hui, l'inégalité extrême dans la distribution mondiale des revenus et actifs affaiblissent l'efficacité de la croissance globale dans la réduction de la pauvreté. « L'ampleur des asymétries de la distribution est significative : en 2000, les 10% plus riches des adultes seuls possèdent 40% des biens, et les 10% plus riches des adultes représentent 85% des biens mondiaux totaux ; en contraste, la moitié du bas de la population adulte du monde possède à peine 1% de la richesse mondiale ». Cela induit un besoin urgent de réduire la pauvreté, l'exclusion, la violence et les conflits. Isabel ORTIZ soutient que les politiques sociales sont nécessaires parce que les bénéfices de la croissance économique ne parviennent pas à tous automatiquement. Les politiques sociales viennent donc réguler la redistribution à travers les services sociaux. Mais les politiques sociales

inadéquates en fin de compte, limitent la croissance, tant au niveau du développement économique qu'au niveau du développement humain.

Cette analyse a permis de montrer que les développements économique et humain sont la résultante d'un bon état de la politique sociale

Francis AKINDES (2000) rejoint Isabel ORTIZ pour insister sur le fait que « en Côte D'ivoire, la base fiscale des actions sociales se rétrécit en même temps que se réduisent les possibilités pour l'Etat de mettre en œuvre une régulation macroéconomique et une politique sociale aux coûts maîtrisés ». Face à la croissance des inégalités existentielle existantes devant une société civile incapable de porter la lutte afin de réduire les inégalités, l'effondrement de l'Etat social est manifeste. Selon lui, cela induit progressivement une recomposition des systèmes de relation entre individus et communauté entraînant un délitement des liens sociaux avec son corollaire la démultiplication des itinéraires d'exclusion et de refus. Ces systèmes de relation deviennent ainsi des systèmes de relation opportuniste entraînant, au sein de la société ivoirienne, des formes diverses et variées de mode vie et des stratégies d'adaptation. Et les enfants ne sont pas en marge de ce vaste mouvement de mutation sociétale et de revendication sociale.

1-7-4- Intégration et inégalités comme facteurs des dysfonctionnements sociaux.

Serges PAUGAM (2014), dans son livre intitulé « L'intégration inégale », affirme que la notion d'intégration est omniprésente dans le débat social et politique. Pour lui, elle désigne les politiques publiques orientées vers les populations immigrées ou en marge du système social. En d'autres termes, elle renvoie au lien social, c'est-à-dire ce qui fait société et permet la cohésion au-delà des différenciations. Il appréhende les inégalités comme étant des divisions sociales, c'est-à-dire ce qui divise les individus au-delà de leur commune appartenance à la société. Les inégalités sous-tendent que les normes sociales ne

sont pas homogènes, et qu'elles sont susceptibles de se traduire par des formes de domination et de conflit, voire la violence. Il prône pour le nécessaire rapprochement des notions intégration et inégalités, car les seconds sont des obstacles durables à l'intégration. Selon PAUGAM, les concepts de disqualification sociale et de désaffiliation sont les résultats des inégalités et d'intégration. Il soutient que « les inégalités sont analysées à partir d'une lecture à la fois, de la fragilité intrinsèque des liens sociaux et de la fragilisation poussée de leur entrecroisement. Pour lui, les inégalités sont appréhendées dans la lutte que se livre les groupes sociaux pour le partage des bénéfices et dans les ratés du processus d'intégration sociale.

Caroline G. et Catherine BLATIER (2007), quant à elles, accordent une place importante à l'influence des inégalités sociales dans le phénomène de la délinquance juvénile. Elles soutiennent que les conditions socio-économiques et environnementales dégradées sont propices à l'éclosion de la conduite délinquancière. Dans leur thèse, celle-ci est la résultante de la gravité des dysfonctionnements au sein de la famille, au niveau socio-économique et environnemental. En effet, elles estiment que « la propension à des délits augmente fortement avec le niveau de dégradation ». Ainsi, selon leurs études, 74,4% des jeunes canadiens judiciairisés mentionnent que leurs parents sont locataires et de faible statut. Une forte corrélation existe donc entre le niveau de dégradation de l'habitat et le risque de perpétrer des actes illicites.

Gilles FERREOL(2015), parlant du phénomène de délinquance, soutient aussi que « les dysfonctionnements sociaux se paient cash ». Par ailleurs, il identifie des catégories de dysfonctionnements sociaux, notamment les dysfonctionnements au sein de la famille, au niveau éducatif, environnemental et socio-économique, en insistant sur celui au sein de la famille, « 70% des jeunes délinquants sont issus des familles à problèmes ».

1-7-5- L'enfant délinquant comme un opportuniste du dysfonctionnement de la politique sociale

Selon le dictionnaire universel, un opportuniste se dit d'un microorganisme normalement présent dans la flore de l'individu et qui devient pathogène lors d'un affaiblissement des défenses de l'organisme. Agir selon les circonstances en tirant le meilleur parti, en faisant peu de cas des principes établis, est le mode de vie d'un opportuniste.

Jean Pierre BEDOU (2015) précise que « les valeurs traditionnelles, morales ou religieuses, lesquelles ont régi nos sociétés, s'affaiblissent d'année en année et ont même tendance à disparaître », ceci au profit du culte de l'argent. De plus, le souci permanent de l'individu dans l'amélioration constante de son niveau économique, amène celui-ci à un mode de vie beaucoup plus individualiste et égocentrique. Dans cette situation opportuniste à enjeu économique, les enfants, pour leur droit à une place dans la société ou pour leur survie, doivent lutter face à ces dysfonctionnements sociaux avec des moyens légaux ou illégaux. Ainsi, selon lui, « l'enfant délinquant doit être considéré comme un individu relativement rationnel, préparant ses méfaits, choisissant son but, calculant les avantages et les risques, visant une finalité à atteindre... ». Par ailleurs, il soutient que l'affaiblissement des valeurs sociales fait des enfants des opportunistes à la recherche du mieux-être. C'est en cela que **Catherine SAMET (2000)** affirme en disant que les enfants sont à la recherche des valeurs auxquelles se référer pour bâtir leur personnalité, pour structurer leur identité. Ils se servent de la violence pour parvenir rapidement aux modes de réussite que la société leur propose. Selon lui, la mobilité de la vie incite aujourd'hui les jeunes à se projeter dans l'avenir, car très soucieux d'un présent déstabilisant. Ainsi, le temps de la jeunesse est un temps de la violence. Les jeunes s'efforcent de se définir dans un milieu où règne l'idéologie de la déconstruction. La confusion des valeurs du bien ou du mal incline à la violence. Le temps de la jeunesse est un temps de programmation et

de l'établissement des stratégies face à la dislocation de la famille biologique ou sociétale. Car pour lui, bien que fugitif, fascinant et pressant, le temps de la jeunesse ronge et désespère, portant ainsi les jeunes vers l'agressivité. Ce temps est donc une opportunité pour ces enfants d'agir afin de forcer le destin dans un monde oligarchique où émergent les inégalités spatiales et sociales. La déstructuration familiale et les failles sociétales mettent ainsi l'enfant dans une situation de désarroi et d'amertume et font de lui un opportuniste sonné de se frayer un chemin, à se définir une identité et à bâtir sa personnalité en usant, presque toujours, de la violence. Car « l'être humain est bon mais c'est la société qui le rend violent ».

Somme toute, il convient de retenir que ces écrits de ces auteurs sont d'une importance capitale et même spécifique parce qu'ils lèvent un coin de voile sur différents points de la présente étude. D'abord ces écrits révèlent que la délinquance juvénile est due, non seulement à la rationalité des actions individuelles, mais aussi aux facteurs déterministes. Ensuite, ces écrits montrent combien les inégalités qu'entraîne la politique sociale inefficace sont sources de violence et de délinquance des jeunes en milieu urbain. Enfin, ils nous éclairent sur le fait que les délinquants sont des abandonnés de la politique sociale et sont, par conséquent, des opportunistes à la recherche du mieux-être.

Eu égard aux différents points de cette revue, nous soutenons, dans la présente étude, la conception selon laquelle la délinquance juvénile est la résultante de la politique sociale inefficace.

1-8- Champ de référence théorique

Un travail de recherche, sans appuis ou référence théorique, est dépossédé de toute utilité scientifique du point de vue de la production de connaissances sur le monde social (Bernard LAHIRE, 2018).

Le champ de référence théorique constitue, à cet effet, une lunette pour le chercheur qui ne doit voir ce que sa lunette lui permet de voir. Elle lui montre, en d'autres termes, comment et sous quel angle il doit appréhender le phénomène qu'il veut étudier afin d'éviter de projeter ses propres catégories spontanées de représentation (schèmes moraux, religieux ou politiques).

Compte tenu de la persistance du phénomène des « microbes » et surtout du contexte mouvant dans lequel celui-ci se manifeste, et dans lequel les acteurs se le représentent, il est souhaitable, dans la présente étude, de mobiliser dans un premier temps l'approche compréhensive de Max WEBER (1995). Dans un deuxième temps, convoquer la théorie constructiviste de Peter BERGER et Thomas LUCKMANN (1966) en vue d'une complémentarité de l'analyse de Weber.

L'approche compréhensive, en effet, prend sa source dans les travaux anciens de DILTHEY (1899-1911), de G. SIMMEL (1858-1918), MAX WEBER (1864-1920) et SCHUTZ (1899-1959). L'approche compréhensive, dite aussi interprétative accorde la primauté à la compréhension de l'acteur en action. « L'action sociale » (MAX WEBER) ou les acteurs en interaction ne peuvent être compris sans la prise en compte de leur propre perspective en pénétrant dans leur univers de sens, de logique et de motivation. Ainsi, elle permet d'appréhender les systèmes de pertinence et de signification des acteurs, c'est-à-dire leurs objectifs, leurs logiques, leurs motivations, les valeurs et motifs – « ensemble significatif qui semble constituer aux yeux de l'agent ou de l'observateur la « raison » significative d'un comportement » (Weber, 1995, p. 38). L'approche compréhensive, pour Guimond-Plouard (2013), a pour but de saisir la réalité sociale du point de vue des acteurs. En d'autres termes, le paradigme compréhensif accorde un intérêt particulier aux données qualitatives où l'enquêteur est en interaction avec l'enquêté afin de mieux comprendre les motivations qui guident le comportement de ce dernier (Soro, 2009). L'approche

compréhensive permet donc de cerner les motivations, de décrire les cadres cognitifs. Cependant, qu'en est-il de l'approche constructiviste dont l'usage nous semble utile dans cette étude ?

Le constructivisme, parfois nommé constructivisme social, est un courant de la sociologie contemporaine lancée par Peter BERGER et Thomas LUCKMANN (1966). Il se définit comme étant la construction sociale qui envisage la réalité sociale et les phénomènes sociaux comme des éléments « construits », objectivés, institutionnalisés et transformés en mode de vie sociale par des acteurs et/ou des institutions. La théorie constructiviste est une théorie sociale pour expliquer la théorie de la politique et met l'accent sur le contexte social, l'intersubjectivité et la nature constitutive des règles et normes qui sont des modes de comportement partagés. Trois principes fondent le constructivisme : D'abord, la politique qui est définie comme guide des idées partagées, des normes et des valeurs qu'ont les différents acteurs. Ensuite, les faits et phénomènes sociaux, traduisant la réalité sociale, sont en perpétuelle construction. Enfin, la structure idéale (Antony GUIDDENS, 1987) et les acteurs se constituent et se définissent constamment l'un et l'autre. Cette double structuration de la réalité sociale constitue, pour les constructivistes, le point de départ de l'analyse sociologique. D'une manière générale, les sociologues constructivistes insistent sur la situation conjointe des conduites des acteurs sociaux et des structures sociales par des interdépendances au sein des configurations sociales.

Selon Antony GUIDDENS, la vie sociale est le produit des interactions routinières entre les agents en situation de coprésence dans le temps et dans l'espace.

Pour Peter BERGER et Thomas LUCKMANN, la réalité sociale apparaît toujours comme doublement construite, c'est-à-dire objectivement et subjectivement.

Pierre BOURDIEU (1960) structure le constructivisme social à travers ses concepts de « habitus », de « champ » et de « capital ». Il entend, par « habitus »,

un ensemble de dispositions à agir que les individus héritent de leur trajectoire sociale et notamment de leur socialisation. Ces dispositions leur donnent un sens pratique, une capacité à agir dans l'illusion d'une action libre et adaptée au contexte ; et dans la présente étude, les habitus sont en réaction aux dysfonctionnements de la politique sociale. Par « champ », il désigne un espace social d'interaction permettant de différencier les capitaux spécifiques. Le « capital », selon BOURDIEU, n'est pas seulement monétaire, économique, mais il est aussi social, culturel et symbolique, et qui dépendent de leur structure.

Appréhendé comme tel, le constructivisme, bien plus le constructivisme social bourdieunien et l'approche compréhensive sont pertinents par rapport à la présente étude dans la mesure où ils permettront de comprendre et d'expliquer comment des enfants, en situation familiale difficile, deviennent des enfants dits « microbes » en milieu urbain.

CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE

2-1- Délimitation du champ d'étude

Selon Gaston BACHELARD (1938), tout travail de recherche est situé dans un espace, s'inscrit dans un continuum et comporte des limites. Ainsi, la recherche des déterminants sociaux qui structurent le lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale et l'émergence du phénomène des « microbes » doit être basée sur une solide connaissance du milieu et des acteurs concernés par l'étude. La connaissance n'est possible qu'à travers la délimitation du champ d'étude. Dans le cadre de la présente étude, la délimitation du champ d'étude s'est faite à trois niveaux : le niveau géographique relatif à l'espace géophysique, le niveau social relatif aux acteurs concernés par l'étude et le niveau sociologique relatif aux caractéristiques sociologiques des acteurs à prendre en compte dans l'étude.

2-1-1- Champ géographique

Le champ géographique est la délimitation spatiale qui fera l'objet de l'investigation. La présente étude se déroule dans la commune de Yopougon de façon générale. Yopougon a été choisi à cause de sa position stratégique de porte d'entrée aux flux migratoires à destination d'Abidjan. L'une des communes du district d'Abidjan, Yopougon est limitée :

- au Nord par les communes d'Anyama et d'Abobo,
- au Sud par le Port Autonome d'Abidjan (PAA) et l'Océan Atlantique,
- à l'Est par la commune d'Attécoubé,
- à l'Ouest par la commune de Songon.

Elle a une superficie totale de 153,06km² et est la plus vaste des communes d'Abidjan, mais aussi de la Côte d'Ivoire.

Le quartier Yopougou sicogi, l'un des quartiers populaires de la commune de Yopougou, est un quartier du village Yopougou Attié. Il est limité :

- au Nord par les quartiers Siporex et Wassakara
- au Sud par le quartier Doukouré (quartier précaire)
- à l'Est par Nouveau quartier
- à l'Ouest par le quartier Sogefiha

Nous avons choisi le quartier Sicogi du fait que c'est un quartier essentiellement composé d'habitats moyens, communément appelés logements sociaux dont les habitants sont pour la plupart des retraités, un quartier où nous sommes en présence des baraques qui servent de bistros et des fumoirs. Aussi, le quartier Sicogi a été choisi à cause de la récurrence des représailles des enfants dit « microbes ».

2-1-2- Champ social

La présente étude s'intéresse en général aux dysfonctionnements de la politique sociale et la répercussion de cet état de fait sur les comportements des enfants et jeunes dans la commune de Yopougou « car actée par un tissu urbain très contrasté, comportant à la fois des quartiers de bas, moyen et haut standing, ainsi que habitats précaires » (Indigo et Interpeace, 2015). Il s'agit donc de prendre en compte les points de vue des différents acteurs sociaux susceptibles de nous fournir des informations, le milieu social étant caractérisé par un réseau d'interaction. Nous avons interrogé les acteurs sociaux suivants :

D'abord, les autorités municipales et administratives qui, de par leur fonction politique de gouvernance, sont censées nous fournir des informations dans le cadre de cette étude. L'entretien avec ces derniers nous a donc permis d'avoir l'historique du peuplement de la commune de Yopougou et avoir des informations

sur la mise en œuvre de la politique sociale locale ; les autorités municipales nous ont délivré des autorisations de recherche susceptibles de nous permettre de mener à bien notre travail de recherche.

Ensuite, nous avons interviewé des chefs de famille et des agents de Centre de Réinsertion (CR) et Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de Jeunesse (SPJJE).

Enfin, nous avons interviewé des ex-enfants dits « microbes ».

Tous ces entretiens nous ont permis d'établir nos constats, de mieux problématiser la question et de rendre ainsi opérationnel nos objectifs et hypothèse.

2-1-3- Champ sociologique

La présente étude vise à poser les jalons d'une réflexion sur la façon dont sont appréhendés les enfants dits « microbes », au regard de la politique sociale en Côte d'Ivoire, afin de dynamiser le regard porté sur ces enfants. Ainsi, cette étude s'inscrit dans la sociologie du politique et de l'intégration au regard des dysfonctionnements politiques et la problématique de la violence juvénile en milieu urbain.

2-2- Techniques et outils de collecte de données

Les matériaux de collecte, dans la présente étude, s'articulent essentiellement autour des grilles de lecture de documents multi-sources (articles scientifiques, mémoires et thèses, ouvrages spécialisés, etc.), des grilles d'observation et des protocoles d'interview.

2-2-1- Techniques de collecte de données

2-2-1-1- Recherche documentaire

Selon Raymond QUIVY et Luc CAMPENHOUDT, le recours à la documentation dans l'élaboration d'un travail de recherche s'avère impératif. A cet effet, cette recherche documentaire a consisté à consulter des documents spécialisés, concernant le sujet à l'étude. La consultation de multiples sources écrites permet de garantir l'objectivité des faits observés.

Nous avons répertorié et exploiter les mémoires et thèses et les ouvrages de méthodologie et spécialisés dans les bibliothèques ; notamment la bibliothèque centrale de l'Université F H B, la bibliothèque du département de sociologie et celle du Centre Culturel Français (CCF). L'outil internet nous a permis d'exploiter des communications et articles scientifiques. La recherche documentaire nous a permis donc de construire la problématique et de poser les bases méthodologiques en vue de circonscrire le sujet à l'étude.

2-2-1-2- Observation directe non participante

L'observation directe est « un outil de cueillette de données où le chercheur devient le témoin des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur les lieux mêmes où ils se déroulent (Stéphane MARTINEAU, 2005). Elle se présente sous les dehors de l'évidence, n'exigeant aucun autre instrument que le chercheur lui-même. Elle est fondamentale dans la recherche. Cette observation in situ comprend l'ensemble des opérations par lesquelles le modèle d'analyse est soumis à l'épreuve des faits et confronté à des données observables.

L'observation non participante est une observation de visu ; elle consiste à percevoir, à noter et à enregistrer des comportements ou des événements au

moment où ils se produisent. Elle permet de définir des données pertinentes par rapport au problème de recherche.

Ainsi, l'observation directe non participante nous a permis de nous imprégner des réalités du terrain d'étude, de constater et de confronter les faits significatifs observés. En outre, elle nous a donné d'apprécier de près les indices des corrélations entre les différents indicateurs ou les interrelations possibles entre les variables et les liens qui lient des dysfonctionnements de la politique sociale à l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain. L'observation a été ensuite appuyée par des interviews ou entretiens semi-directifs.

2-2-1-3- Entretien semi-directif

L'entretien semi-directif, en tant que technique qualitative, est fréquemment utilisé afin de canaliser le discours des personnes interrogées autour des différentes thématiques définies auparavant par le chercheur. Il a permis la collecte de données en rapport avec nos objectifs visés. Le choix de ce type d'entretien est pertinent dans la mesure où le chercheur s'assure que l'interviewé lui communique son point de vue sur certains aspects précis du sujet d'entrevue. Il permet au chercheur, au cours de l'entretien, de recentrer l'entretien sur les objectifs chaque fois que l'enquêté s'en écarte. Il permet aussi à l'interviewé de parler ouvertement, dans les mots qu'il souhaite et dans l'ordre qui lui convient, et de s'attarder sur des questions qu'il juge plus importantes et plus significatives. De plus, les questions posées sont les mêmes pour tous les participants, et elle favorise une homogénéité des données.

L'entretien semi-directif nous a permis donc de mieux cerner les perceptions, les motivations et les idéologies qui légitiment l'acte des acteurs sociaux concernés. Vu la sensibilité et la complexité du sujet à l'étude, les entretiens ont été faits de façon individuelle afin de permettre aux participants de s'exprimer librement sans être influencé par une quelconque présence. Son apport a consisté, par exemple,

à savoir auprès de nos enquêtés comment le tissu social s'est dégradé pour donner lieu à l'escalade de la violence des enfants, à stimuler nos enquêtés à nous renseigner spécifiquement sur le fonctionnement de la politique sociale et sur le lien pouvant exister entre le dysfonctionnement de la politique sociale et la violence des enfants. Ainsi, les entretiens ont porté sur les caractéristiques de la politique sociale, les mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale et l'émergence de la violence des enfants en tant que résultante des dysfonctionnements de la politique sociale.

2-2-2-Outils de collecte de données

Les outils de collecte de données ont été pour nous des supports importants qui nous ont permis de mener à bien l'enquête scientifique.

2-2-2-1- Grille de lecture

Une grille de lecture est, selon le dictionnaire, une interprétation d'un écrit en fonction d'une idéologie. Elle est le produit d'une analyse conceptuelle, et donc fonction des différentes thématiques qui structurent la revue de la littérature. La grille de lecture permet au chercheur de lire avec méthode en explorant les différents thèmes de la revue de la littérature.

La grille de lecture nous permet de construire une dualité entre les différents écrits autour des thématiques de la revue de la littérature en les confrontant en vue de mettre en évidence leurs convergences, leurs divergences et leurs complémentarités, tout en relevant la thèse des auteurs.

2-2-2-2- Grille d'observation

La grille d'observation énumère un ensemble de concepts, d'habiletés ou d'attitudes dont vous noterez la présence ou l'absence. Elle est destinée à servir de façon continue pour pouvoir aboutir à dresser un profil (Martineau, 2005). Elle

se présente sous les dehors de l'évidence, n'exigeant aucun autre instrument que le chercheur lui-même. Deux types de grilles d'observation sont notés selon Martineau :

Premièrement, la grille d'approche qui peut s'apparenter à une sorte de carte routière ; elle indique les caractéristiques d'un lieu d'observation ou les moments clés dans une communication, etc. Et secundo, la grille systématique qui est en quelque sorte un programme d'observation à savoir qu'elle identifie les dimensions ou les éléments du phénomène à observation. Elle recèle, en germe, une ébauche de cadre d'analyse.

La grille d'observation nous a permis de centrer notre attention et de standardiser au maximum celle-ci indépendamment des circonstances, et nous a évité de se sentir envahir par une trop vaste gamme de faits à observer. Elle nous a permis aussi d'accéder à certaines pratiques qui ne viennent pas à la conscience des acteurs, qui sont trop difficiles à verbaliser ou qui font l'objet de discours préconstruits visant au contrôle de la représentation de soi, voire le souci de dissimuler certaines pratiques.

2-2-2-3- Guide d'entretien

Le guide d'entretien se présente sous la forme d'une liste de questions ou de thèmes se rapportant à la présente étude et qui doit être obligatoirement abordé au cours de l'entrevue. Il est soumis aux autorités municipales et administratives locales, aux chefs de famille, aux agents du Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de Jeunesse (SPJÉJ), aux agents de Centre de Réinsertion (CR) et aux ex-enfants dits « microbes ».

Le guide d'entretien nous a permis d'avoir des données sur les différentes thématiques de la présente étude.

2-3- Population cible et échantillonnage

Un échantillon est une fraction ou un sous ensemble de la population sur laquelle se porte l'étude. Il doit être, autant que possible, représentatif de cette population. Dans le cadre de la présente étude, différentes catégories d'acteurs sont prises en compte. Ce sont les acteurs, directement ou indirectement, impliqués dans la violence des enfants dits « microbes ». Le critère d'inclusion porte donc sur le fait d'être porteurs ou témoins privilégiés ou personnes ressources ayant un intérêt dans la question de la violence juvénile et particulièrement, dans celle des enfants dits microbes en milieu urbain. Ce sont :

- Autorités municipales et administratives
- Chefs de famille
- Agents du Service de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de Jeunesse (SPJEE)
- Agents de Centre de Réinsertion (CR)
- Ex-enfants dits « microbes »

Le critère de sélection des personnes ressources s'est effectué sur la base d'une bonne connaissance du phénomène ou le fait d'avoir été un témoin privilégié de certains faits en rapport avec la violence des enfants dits « microbes ».

Relativement à la question de l'échantillonnage, il convient de préciser que nous nous situons dans le cadre d'une étude qualitative de type étude de cas. Selon les exigences méthodologiques, nous travaillons avec un nombre restreint de personnes afin de collecter des données plus approfondies et détaillées sur le sujet à l'étude. Les enquêtés ont été sélectionnés sur la base d'un échantillonnage par choix raisonné, en raison de la coloration politique qui entoure le phénomène des « microbes » et surtout en raison de la situation socio-sécuritaire qui prévaut aujourd'hui à Abidjan, mais aussi selon la disponibilité de ceux-ci, leur niveau de

connaissance sur les thématiques abordées et leurs implications dans le cas de violences des enfants « microbes » identifiées sur le terrain.

Au total, 20 entretiens ont été réalisés sur une période allant de Novembre 2019 au Janvier 2020, les pré-enquêtes étant faites en Novembre 2018. La répartition de ces entretiens par catégories d'acteurs se décline dans le tableau ci-dessous:

Tableau 3: Échantillon pour l'enquête par entretien

Autorités municipales et administratives	6
Chefs de famille	10
Agent de centre de réinsertion (CR)	1
Agent de SPJEJ	1
Ex-enfants microbes	2
Total	20

2-4- Méthodes d'exploitation des données recueillies

2-4-1- Méthode d'analyse des données

« Avant de traverser une rivière, la question d'une pirogue disponible doit être d'abord résolue. Il s'agit de l'instrument ou de l'outil au moyen duquel la traversée doit être effectuée. Il en est de même pour toute étude scientifique » (Yao Paul N'DRE, les relations internationales, 1999).

La méthode est une démarche d'esprit, c'est l'ensemble des opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre des vérités qu'elle

poursuit ; car elle sert à organiser des données de base qui sont propres à l'explication sociologique. Il s'agit de procédure logique inhérente à toute démarche scientifique.

Selon BOUTIN (2000), Savoie-ZAJC (2001), la recherche qualitative s'inscrit dans un paradigme (vision globale de la réalité sociale) compréhensif, dit aussi interprétatif. Elle considère la réalité sociale comme une construction humaine, reconnaît la subjectivité comme étant au cœur de la vie sociale et conçoit son objet en termes d'action-signification des acteurs. « L'approche qualitative vise l'empowerment, la conscientisation, la démocratisation, la solidarité et le leadership chez les participants » (HERBERMAS, 1990, 1992), Savoie-ZAJC, 2001). Ainsi, pour mener à bien cette étude, nous nous inscrivons dans le cadre d'une approche qualitative de type étude de cas qui est défini comme « une enquête empirique qui étudie un phénomène contemporain dans son contexte de vie réelle, où les limites entre le phénomène et le contexte ne sont pas nettement évidentes, et dans lequel des sources d'informations multiples sont utilisées » (Robert YIN, 1989). Elle est « une démarche interprétative sensible aux phénomènes humains et à sa complexité » (MERRIAM, 1988). Elle est particulariste, descriptive, heuristique et inductive. Elle nous a permis de produire un discours sur ce que nous avons observé et de donner sens aux discours des acteurs.

L'étude de cas est pertinente par rapport à la présente étude dans la mesure où elle permet à une recherche de saisir les caractéristiques globales et significatives des événements de la vie réelle, comme les cycles de vie individuels, les processus organisationnels et de gestions, les changements dans le voisinage (Yin, 1989). Son objet étant, soit un individu seul, comme dans le cas d'un récit de vie, soit un ensemble d'individus engagés dans une séquence d'activités sur une longue période de temps (Mitchell, 1983), elle nous permettra de collecter « des données profondes » (Benavent,2005) dans l'étude de cas des enfants dit « microbes »

considérés significatifs dans la commune de Yopougon, afin de comprendre et d'analyser en profondeur le phénomène des « microbes ».

Le dépouillement et l'analyse des données reposent essentiellement sur l'analyse du contenu qui permet d'étudier et comparer les sens des discours afin de mettre à jour les systèmes de représentation véhiculés par ces discours. Il existe plusieurs types d'analyse de contenu, mais c'est l'analyse thématique qui va nous intéresser dans cette étude. Elle consiste à découper transversalement un fragment de discours. Chaque thème est défini par une grille élaborée empiriquement.

Ainsi, les données qualitatives ont fait l'objet d'un traitement qui s'est fait en une lecture de l'ensemble des transcriptions des entretiens par le repérage des mots-clés retenus, puis la classification des discours en fonction des niveaux explicatifs de la problématique, en vue de les analyser.

2-5- Conditions et/ou difficultés de l'enquête

La présente étude, comme bon nombre d'études, comporte des limites dont la prise en compte permettra de mieux apprécier ses résultats. Bien qu'elles n'affectent pas fondamentalement la pertinence de l'analyse et les résultats, il convient toutefois de nommer les plus importantes :

La première difficulté est liée à l'insuffisance du temps imparti pour la collecte de données et les moyens financiers nécessaire pour une socio-enquête bien élaborée. Elle comprend essentiellement l'alternance entre programme des cours universitaires et immersion sur le terrain et le coût élevé d'inscription dans les bibliothèques hors du cadre universitaire. Etant donné que nous nous situons dans une étude qualitative, et que les « va-et-vient » du chercheur jusqu'à la saturation est impératif.

La seconde difficulté rencontrée reste liée à la méfiance et aux réticences de certains acteurs sociaux ; et ce, en raison de la coloration politique qui entoure le

phénomène des « microbes » et surtout en raison de la situation socio-sécuritaire qui prévaut aujourd'hui en Côte-d'Ivoire. Cela nous a fait perdre le temps avant le début effectif de l'enquête du terrain. Et nous sommes toujours attelé à leur faire comprendre que nos investigations s'inscrivent exclusivement dans le cadre de notre étude universitaire.

DEUXIEME PARTIE :

**PRESENTATION GENERALE
DU CHAMP D'ETUDE**

CHAPITRE 1- PRESENTATION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON

1-1- Historique de la commune de Yopougon

1-1-1- Yopougon, une commune du District d'Abidjan

Après avoir expulsé les « Bidjan » du plateau central, les français ont réservé à la seule ville coloniale ce nom « Abidjan » par déformation de « Bidjan » (nom Ebrié). Faute d'unités sous ce rapport de pouvoir colonial, l'ensemble politique-administration ne pouvait servir de base à une typologie de l'urbanisation. Ainsi, la division traditionnelle en quartier de l'agglomération abidjanaise est composée de six unités géographiques diversifiées (BNETD, 1966). Ce sont :

- **Unité 1** : le Centre composé de la commune du Plateau et d'Attécoubé-Est,
- **Unité 2** : le Sud constitué de la commune de Port-Bouet,
- **Unité 3** : le Nord composé des communes d'Adjamé et d'Abobo,
- **Unité 4** : l'Est constitué de la commune de Cocody,
- **Unité 5** : l'Ouest composé de la commune de Yopougon et d'Attécoubé-ouest,
- **Unité 6** : l'Ile de petit Bassam qui comprend les communes de Marcory, Koumassi et Treichville.

En 2001, la ville d'Abidjan est érigée district autonome (la loi n°2001-478 du 9 Août 2001 portant statut du district d'Abidjan et celui de Yamoussokro), avec trois autres communes que sont les communes de Bingerville, d'Anyama et de Songon, en plus de ses dix communes, dont la commune de Yopougon.

1-1-2- Situation géographique

La commune de Yopougon est l'une des plus grandes communes d'Abidjan avec une superficie de 153,06 km². Elle est située à l'Ouest dans la zone géographique d'Abidjan Nord, un peu excentrée ; elle est limitée :

- au Nord par les communes d'Anyama et d'Abobo,
- au Sud par l'Océan Atlantique,
- à l'Est par la commune d'Attécoubé,
- à l'Ouest par la commune de Songon.

Par ailleurs, selon le RGPH (2014), la commune de Yopougon a une population estimée à 1 071 549 d'habitants. Les jeunes de moins de 20 ans représentent 56%, les hommes 51%, les femmes 49% et 125 413 ménages.

1-2- Présentation de la commune de Yopougon

La commune de Yopougon est un territoire du pays Atchan, les propriétaires terriens d'Abidjan, plus connus sous le nom d'Ebrié.

Les origines de Yopougon remontent aux temps où les guerres tribales opposaient les différents grands groupes Atchan. Les historiens racontent qu'en raison d'un conflit lors d'une cérémonie rituelle, le groupe « Bidjan », constitué de quatre quartiers dont celui des « Nségonin », se divisa. Le groupe « Insegonin » se voyant lésé, quitte les Bidjan, traversa la rivière « Gbango » (nom Ebrié qui deviendra Banco par déformation) et va demander asile après du vieux Yopou installé seul dans les environs de l'actuelle usine UNIWAX. Celui-ci offrit ses champs avoisinants son campement au groupe « Nségonin », qui prendra désormais le nom de « Yopougon », nom Ebrié qui signifie « champ de Yopou ».

Les « Yopougonnins » (les habitants de yopougon en Ebrié) ont dû effectuer plusieurs déplacements à l'intérieur de la zone leur appartenant désormais, à la

recherche d'un lieu sûr. Au cours de ces déplacements successifs des Yopougonnins, certains quartiers du village s'étant adaptés au milieu, refusèrent de suivre le mouvement ; ils se développeront et deviendront à leur tour des villages à part entière. C'est le cas des villages de Yopougon Santé et Azito. Le village d'origine d'où se sont détachés les autres villages prendra le nom de Yopougon « Kouté » (Kouté est la contraction du nom Ebrié « Akouté » qui désigne l'intérieur de la maison, le village mère. Yopougon était peuplé essentiellement de tribus tchaman et Attié qui étaient essentiellement des pêcheurs et des agriculteurs. Quatorze villages de ces ethnies existent encore aujourd'hui dans la commune de Yopougon. C'est dans les années 1960, après les indépendances, que Yopougon connaîtra une forte immigration de populations venant de toutes les régions de la Côte-d'Ivoire, mais principalement de l'Ouest, dont les ethnies bété, guéré et wobé.

Le développement de Yopougon en quartier d'Abidjan ne commença véritablement qu'en 1970, année où débutèrent les négociations entre les villages de la zone et les sociétés immobilières dont la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI). Ainsi les premières maisons furent livrées en 1972, avec l'ouverture de la voie express Est-Ouest en 1979.

La commune de Yopougon compte 14 quartiers, à savoir :

- Selmer
- Nouveau quartier
- Toit rouge
- Sideci
- Sogefiha
- Wassakara
- Sicogi
- Port-Bouet II

- Niangon Sud
- Niangon Nord
- Camp Militaire
- Banco
- Maroc
- Zone industrielle

Et 12 villages, qui sont :

- Niangon Attié
- Niangon Adjamé
- Niangon Lokoa
- Adiapodoumé
- Andokoi
- Azito
- PK, 17
- Yopougon Kouté
- Yopougon Santé
- Yopougon Attié
- Béago
- Ile Bouley

1-3- Différentes grandes zones de la commune

Le découpage, selon la mairie, montre que la commune de Yopougon se subdivise en six grandes zones réparties comme suit :

- zone 1 : Yopougon Attié, Sicogi, La gare, Selmer, Sogefiha Solic 1 et 2, Wassacara,
- zone 2 : Niangon Nord, Siporex, Banco II, Port-Bouet II, Attié(V), Maroc, Ananeraie,
- zone 3 : Niangon Sud à gauche et à droite, Niangon Sicogi, Cité verte, Lièvre rouge, Académie de la mer, Ile Bouley, Niangon Loko, Adiopodoumé, Azito, Niangon Adjamé,
- zone 4 : Banco Nord, Sopim, GFCl, Nouveau quartier, Résidentiel, Toit rouge, Santé village,
- zone 5 : Béago, Kouté village, Sideci, Camp militaire, Sicasso, Konan Ferrand,
- zone 6 : Petit Bouaké, Prison civil, Zone industrielle, Andokoi, Quartier Fanny, Mami Adjoua, Ayakro.

1-4- Statut juridique de la commune de Yopougon

C'est à la faveur de la loi n° 78-07 du 09 Janvier 1978 portant création des communes de plein exercice en Côte d'Ivoire, que Yopougon devient, en 1980, une collectivité territoriale, une entité administrative dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Collectivité territoriale décentralisée, la commune de Yopougon fait partir du District d'Abidjan.

Dans sa politique de développement, eu égard aux compétences qui lui sont dévolues par la loi, la commune de Yopougon, dans ses plans sectoriels,

opérations et actions, doit-être en harmonie avec ceux du District qui, à leur tour, doivent cadrer avec la politique nationale adoptée.

1-5- Attribution et mission

L'Etat de Côte d'Ivoire a transféré un certain nombre de compétences aux collectivités territoriales selon la loi n° 2003-208 du 07 Juillet 2003.

Selon la mission qui lui est dévolue par la loi, la commune de Yopougon a ainsi, pour mission, d'organiser la vie collective et la participation des populations à la gestion des affaires locales, à améliorer le cadre de vie, à gérer les terroirs et environnement.

Outre cette mission qui lui a été dévolue par la loi, la commune de Yopougon s'est assigné la mission de contribuer au bien-être économique et social de ses administrés.

Elle a un défi à relever : **«contribuer à la cohésion sociale et au développement communautaire et lutter contre la pauvreté ».**

« Nous nous devons de travailler à ressouder le tissu social en posant des actes concrets, des actes qui construisent et soulagent. Nous ouvrirons notre commune sur l'extérieur en recherchant des jumelages pouvant nous permettre de réaliser nos objectifs de développement » (Monsieur le Maire, Décembre 2019).

CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON

2-1- Infrastructures scolaires et socio-éducatives

Pour assurer l'éducation et la formation des enfants et jeunes, la commune de Yopougon dispose de plusieurs établissements scolaires, primaires comme secondaires, aussi bien dans le public que dans le privé. Ainsi, au niveau de l'enseignement primaire, la commune en compte 367, publiques comme privées.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la commune possède, au niveau du public, 6 établissements, à savoir :

- le lycée Municipal Pierre Gadié
- le lycée Municipal Simone Ehivet Gbagbo
- le lycée technique de Yopougon
- le Lycée commercial de Yopougon
- le lycée professionnel
- le Lycée Moderne de jeunes filles
- le lycée Moderne Yopougon Andokoi

Au niveau du privé, la commune compte 169 établissements secondaires.

2-2- Infrastructures sécuritaires

La commune de Yopougon dispose de 03 commissariats de police avec environ 150 agents, une brigade de la gendarmerie de peloton mobile, une caserne de sapeurs-pompiers militaires et une brigade anti-émeute. Nous y notons aussi la présence de nombreuses sociétés de gardiennage et de protection civile.

2-3- Infrastructures sanitaires

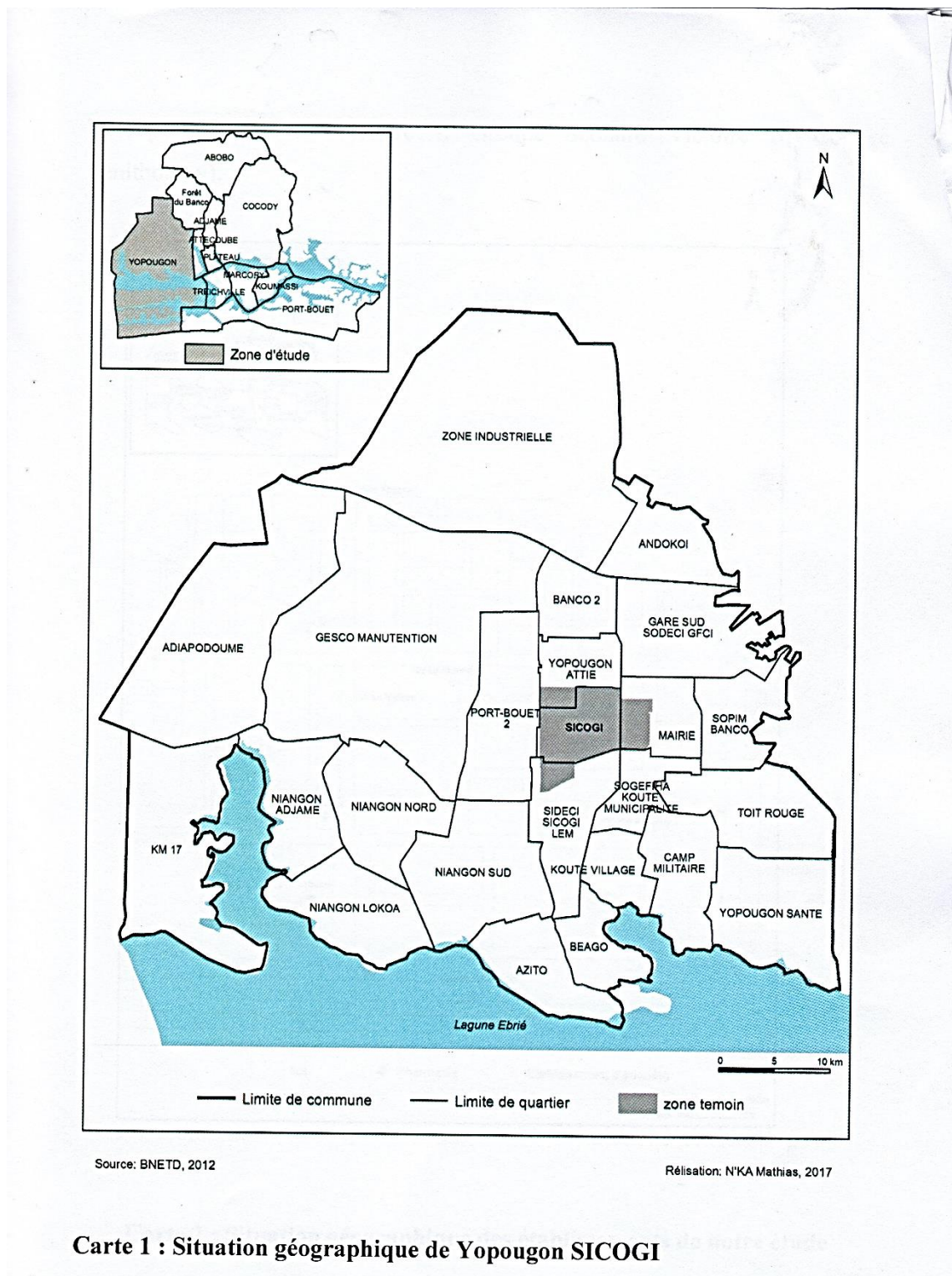
Au plan sanitaire, la commune de Yopougon dispose d'un Centre Hospitalier Universitaire (CHU) avec toutes les commodités modernes, en vue d'une meilleure prise en charge des malades. Nous y avons aussi un centre de Protection Maternelle et Infantile (PMI) et plusieurs hôpitaux de proximité, 08 centres de formation sanitaire à base communautaire, 03 centres de santé urbaine et des hôpitaux et centres de santé privée. La commune dispose également d'un nombre important de pharmacies. Ce dispositif sanitaire permet, non seulement aux populations mais surtout aux administrés de la commune de Yopougon, un accès facile aux soins de santé.

2-4- Infrastructures socioculturelles et sportives

Un inventaire de tout ce qui contribue aux loisirs de la population de Yopougon nous donne de savoir que la commune dispose d'un stade municipal qui reçoit des compétitions sportives et culturelles, dont le Guebia, un complexe sportif, le foyer des jeunes et les salles de fête et de mariage de la mairie.

Aussi, au niveau culturel, nous avons la foire « FIGAYO », qui est une foire commerciale, industrielle et gastronomique. Elle est la plus grande du pays et se tient tous les ans au mois de Mars. Elle regroupe plus de 100 entreprises, drainant plus de 15000 visiteurs par jour.

2-5- Historique et évolution du quartier Yopougon Sicogi



Source: BNETD, 2012

Réalisation: N'KA Mathias, 2017

Carte 1 : Situation géographique de Yopougon SICOGI

Créée le 22 Mars 1962 par l'Etat de Côte d'Ivoire, la SICOGI (Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière) émane de la fusion de deux (2) sociétés :

- La Société Immobilière des Habitats de Côte d'Ivoire (SIHCI),
- La Société d'Urbanisme et de Construction de Côte d'Ivoire (SUCCI)

Détenue à 80% par l'Etat et à 20% par le privé, la Sicogi est une société anonyme d'économie mixte. Jusqu'en 1980, plus de 80% de sa production était essentiellement des logements sociaux afin d'héberger, loger les cadres, travailleurs et ouvriers à revenus moyens. Elle répondait, d'une part à un programme de gouvernement, ou du moins à une politique sociale de l'Etat de Côte d'Ivoire en vue d'aider à la production des terrains urbains viabilisés, et d'autre part de juguler le problème de logements à Abidjan. Ainsi, la construction de l'habitat dans des quartiers fut subventionnée par l'Etat, puis l'accès à la propriété organisé à partir d'un système de location-vente sur de long terme, ces habitats étant conçus pour les classes moyennes.

Le quartier Sicogi de Yopougon est donc l'un des quartiers dits d'habitat économique, ou du moins, de logements sociaux produit par la SICOGI de 1960 à 1980 afin d'héberger et loger les ouvriers, travailleurs et cadres moyens dont les revenus ne leur permettaient pas de d'habiter les quartiers huppés aux maisons de haut standing. Le quartier Yopougon Sicogi est constitué de 12 quartiers, à savoir de Sicogi 1 jusqu'au Sicogi 12. Ses espaces de loisirs sont pour la plupart les maquis et des rues transformées en aires de jeux pour les jeunes, les espaces conventionnels de jeux étant transformés en lieu de petits commerces. Aussi, logements et commerces sont souvent associés ou jumelés sur une même parcelle, de sorte que des baraques servent pour ces petits commerces, mais aussi elles servent de dortoirs.

Ainsi, habité par la classe moyenne, le quartier Yopougon Sicogi, face aux crises financières et économique, puis des crises sociopolitiques ces dernières années, est soumis à une reconfiguration physique. Des maisons d'une, deux, trois ou quatre pièces conçues pour un certain nombre de personnes ont connues des modifications et des transformations dues à la pression sociale. Vu la taille des ménages qui varie souvent de 06 à 15 personnes, des constructions dans le sens de l'agrandissement de l'habitat sont édifiées pour servir de couchette des enfants et des collatéraux de la famille. Mais aussi ces modifications donnent lieu à des maquis, bars les nuits et à des entrepôts de stockage de marchandises, rendant ainsi les maisons sans commodités pour les plus jeunes. Les espaces conventionnels de jeux sont, pour la plupart, transformés en marché de petits commerces, de sorte que logements et commerces sont souvent associés ou jumelés sur une même parcelle.

Le quartier Sicogi est également un quartier dont les chefs de famille sont essentiellement des retraités qui vivent, pour la plupart, avec leurs enfants qui, eux sont aussi des chefs de foyer : un phénomène, aujourd'hui, appelé foyer dans foyer. Il semble être le quartier où se manifeste le concept de la mobilité sociale de Bourdieu. A l'image des parents, les « enfants adultes » sont aussi de la classe moyenne, et parfois sans emploi.

Par ailleurs, il est important de souligner que les caractéristiques de la politique sociale dans la commune de Yopougon prise dans sa globalité, reflètent celles du quartier Sicogi.

TROISIEME PARTIE :

**PRESENTATION DES RESULTATS –
ANALYSE ET INTERPRETATION
DES DONNEES**

CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE SOCIALE A YOPOUGON-SICOGI

Au lendemain de la crise postélectorale de 2011, la mairie de Yopougon, en tant que pouvoir public, a initié des actions sociales en vue de l'épanouissement social de la population. Cette politique publique est mise en œuvre dans différents domaines, notamment l'éducation (familiale et scolaire), la santé, l'économie, l'habitat et l'assainissement de environnement, l'emploi et la sécurité judiciaire des mineurs.

1-1- La politique éducative

L'après crise postélectorale de 2011 est caractérisé par la précarité, voire la pauvreté extrême, rendant ainsi de nombreux parents indigents. Ainsi, la mairie a entrepris des actions sociales pour venir en appuis aux parents démunis dans l'éducation et la scolarisation de leurs enfants.

1-1-1- les actions sociales au niveau de l'éducation familiale

A Yopougon Sicogi, ces actions, qui pour la plupart sont des actions d'aide et d'assistance en termes de prises en charge, vont à l'endroit des enfants dont les parents sont marginalisés, démunis et vivant dans des conditions de pauvreté avérée.

«La plupart des parents à Sicogi sont à la retraite, ils s'occupent plus trop de leurs enfants, ils n'arrivent pas à les canalisés, donc les enfants sont livrés à eux-mêmes » (Entretien individuel, Monsieur B., Sicogi, Décembre 2019).

« Ces parents sont, pour la plupart, des gens qui ne travaillent pas ou bien des personnes âgées qui ne peuvent plus travailler » (Entretien individuel, Monsieur M, Mairie, Décembre 2019).

Ce sont donc les enfants des couches défavorisées qui sont bénéficiaires de ces prises en charge. A travers ces actions, des parents sont ainsi secourus dans leur fonction d'éducateur, soignant un tant soit peu leur autorité parentale.

« C'est quand il y a un dysfonctionnement au sein de la cellule familiale que les enfants tombent dans ces travers, [...] la cellule familiale même, il y a problème ; parce que généralement, soit l'enfant est du monsieur qui est marié à une autre femme, ou bien l'enfant est l'enfant de la femme qui est mariée à un autre homme, ou bien les deux c'est leur enfant, mais il y a des préférences du père qui font que l'autre enfant n'arrivent pas à s'insérer dans le tissu familial » (Entretien individuel, Monsieur G, Mairie, Décembre 2019).

Depuis 2014, la mairie distribue plus de 6000 cadeaux aux enfants dont les parents vivent dans des conditions de pauvreté avérée.

« La deuxième action sociale, c'est de faire en sorte que, pendant les fêtes de fin d'année, les parents qui sont démunis, qui ne peuvent pas rendre heureux leurs enfants, puissent les rendre heureux à travers les cadeaux distribués. [...], vous n'allez pas demander à ces parents-là de s'offrir et la nourriture pour les fêtes, et les cadeaux, [...] pourquoi ne pas leur donner un cadeau pour qu'ils se sentent au même niveau que les enfants dits des quartiers favorisés » (Entretien individuel, Monsieur ZD, Mairie, Décembre 2019).

Ces actions d'aide et d'assistance semblent répondre aux besoins des familles démunies, mais certains acteurs s'en préoccupent et souhaitent, en lieu et place des actions d'aide et d'assistance, telle que les filets sociaux (36 000 francs/trimestre aux familles vulnérables), qui sont pour la plupart des actions ponctuelles, qu'on leur donne des projets structurants et structurés, leur permettant de se prendre en charge.

« Les personnes vulnérables, leur donner de l'argent chaque trimestre, c'est déjà bon. Mais moi je pense que, à ces personnes-là, il faut donner des projets bien structurés ; parce que quand on commence ces genres d'allocation et autres, on est dans des systèmes où, euh...est-ce que ça va perdurer ? Même si ça perdure, ça crée la dépendance, et ça crée la logique d'assistanat, et ça ne développe pas l'individu. Comme on dit, au lieu d'aller pêcher pour un individu, mieux vaut l'apprendre à pêcher » (Entretien individuel, Monsieur I, Novembre 2019).

1-1-2- Les actions sociales au niveau de l'éducation scolaire

Avec une population estimée à 1 071 549 habitants, la commune de Yopougon compte, au primaire : 367 écoles (primaire comme publique) et au secondaire : 7 établissements publics, à savoir :

- le lycée Municipal Pierre Gadié
- le lycée Municipal Simone Ehivet Gbagbo
- le lycée technique de Yopougon
- le Lycée commercial de Yopougon
- le lycée professionnel
- le Lycée Moderne de jeunes filles
- le lycée Moderne Yopougon Andokoi

Cette insuffisance de structures scolaires publiques fait des acteurs privés maîtres du marché de scolarisation dans la commune de Yopougon ; car le privé y est très implanté, avec 169 établissements secondaires.

Les actions sociales des pouvoirs publics, au niveau de l'éducation scolaire se résument à la réhabilitation des écoles primaires et des prises en charge scolaire. Des couches défavorisées, des quartiers précaires, des associations et ONG sont identifiés en vue pour la distribution des prises en charge.

« Durant près de 6 ans, la distribution est régulière. De 1000, on est passé à 4000 prises en charges scolaire, [...] au lancement de ces prises en charge, nous sommes débordés, et malheureusement on ne peut pas faire face à tout le monde, compte tenu du budget. [...] 4000 prises en charge pour 5000 à 10 000 parents pauvres, c'est insuffisant pour la population de Yopougon, et surtout pour les couches défavorisées. Il faut augmenter le nombre de ces actions pour satisfaire un peu la majorité de ces parents pauvres »» (Entretien individuel, Monsieur MK, mairie, Décembre 2019).

Nos enquêtes ont relevé l'existence d'une réelle nécessité des politiques publiques dans ce domaine, les populations étant dans le besoin d'être épanoui socialement.

1-2- La politique sanitaire

Outre quelques projets de réhabilitation des infrastructures de santé publique, la politique sanitaire est essentiellement constituée de prises en charge des grands malades et des handicapés. Et généralement, ce sont des actions ponctuelles. En

effet, certaines personnes sollicitent l'aide du maire pour pouvoir se faire soigner. Et la réponse à cette sollicitation est fonction de l'ampleur du cas étudié.

«La mairie cherche des prises en charge pour donner à de grands malades ; tout ça, c'est les actions qui sont, je veux dire, habituelles quoi, c'est-à-dire quelqu'un veut de l'argent pour pouvoir se soigner ! La personne écrit au maire et on fait la note technique, et quand ça vient, on répond à ça ; souvent c'est favorable, souvent ce n'est pas favorable, [...]. La mairie a pu offrir une centaine de choses, de comment on appelle, des chaises roulantes aux handicapés, plus de 100 chaises roulantes [...]. Près de 200 personnes atteintes de cataracte et 150 personnes atteintes d'Ernie sont bénéficiaires de prises en charge pour leur opération chirurgicale » (Entretien individuel, Monsieur D.C, Mairie, Décembre 2019).

1-3- La politique de développement économique et redistribution de richesses

Cette politique de développement économique, dans la commune de Yopougon, se résume à la délocalisation et l'extension de la zone industrielle sur l'autoroute du Nord, à la construction du supermarché Cosmos en 2018, aux projets de construction des marchés de Gesco et de Sicogi et le projet de construction du quatrième pont, reliant la commune de Yopougon à celle de Treichville.

«Certains investisseurs ne croyaient pas qu'à Yopougon on pouvait faire des affaires. Aujourd'hui, nos populations sont fiers d'aller à Cosmos » (Entretien individuel, Monsieur D.C, Mairie, Décembre 2019) ».

La grande dépendance économique des couches défavorables, caractérisées à Yopougon Sicogi par des personnes à la retraite ou bien des personnes ne travaillant pas, appelle également à des programmes d'aides et d'assistance aux personnes vulnérables.

Par ailleurs, l'Etat vient d'initier le projet d'urgence des filets sociaux à l'endroit de 127 000 familles vulnérables au niveau rural et dans 12 communes urbaines dont celle de Yopougon. Ces 127 000 familles sont bénéficiaires d'une manne financière à hauteur de 36 000F/trimestre chacune.

«Vous voyez que l'Etat a initié aujourd'hui les filets sociaux pour pouvoir donner 36 000 francs chaque trimestre à des familles pauvres, c'est pour tout ça » (Entretien individuel, Monsieur H, Mairie, Décembre 2019).

Ces actions d'aides et d'assistance des pouvoirs publics sont beaucoup sollicitées dans la commune de Yopougon en général, et au quartier Sicogi en particulier, du fait que nous sommes en présence des chefs de famille qui sont pour la plupart, non seulement à la retraite, mais souvent sans pension, ou bien qui ne travaillent même pas.

1-4- La politique d'habitat et d'assainissement de l'environnement

« Au quartier Sicogi, c'est des logements sociaux. C'est par manque de logements que le Président Houphouët a initié cette politique de logements sociaux, pour y loger les employés et autres. En 1972, ici à Sicogi, les loyers deux pièces étaient à 7000 francs, trois pièces à 10 000 francs et quatre pièces à 17 000 francs. Et l'achat de ces maisons était subventionné par l'Etat. Mais aujourd'hui, les loyers passent de 7000 à 45 000 francs, pour les deux pièces, etc. Les logements dits sociaux, aujourd'hui, destinés aux moins riches, à cause de leur coût très élevé, sont enfin de compte achetés par les riches, de sorte que les riches ont un niveau de vie de plus en plus élevé, tandis que le niveau de vie des moins riches, de plus en plus bas » (Entretien individuel, Monsieur JK, Sicogi, Décembre 2019).

Par ailleurs, nos enquêtes ont montré que la commune de Yopougon regorge des quartiers précaires, entre autres, les quartiers Yao Sei, Doukouré, Gesco Pays-Bas, etc. Et la politique publique du logement et de l'habitat, avec son corollaire l'assainissement de l'environnement, est caractérisée par des destructions de certains quartiers précaires et les occupations des lieux à risque. La concomitance de ces destructions et les déguerpissements des populations donne souvent lieu à des manifestations violentes de frustration des déguerpis.

«Quand on va regarder de près le problème de l'habitat, on se demande combien de personnes peuvent se loger modestement aujourd'hui à Yopougon ici ; toutes les petites maisons qui étaient au bord des routes où les gens se débrouillaient pour joindre les deux bouts, l'Etat a, non seulement, tout détruit, mais sans dédommager quelqu'un. [...], mais l'Etat, en même temps, ne répond pas à cette question : où est resté tout ce monde déguerpi ? Voilà, donc tout ça, ça contribue à l'augmentation de la pauvreté » (Entretien individuel, Monsieur R, Sicogi, Novembre 2019).

« Toutes ces maisons que vous voyez-là ont été rajouté, je veux dire, agrandi en occupant les espaces de devanture ; tout simplement, parce que ces maisons ne peuvent plus contenir tous les membres de la famille, et aussi parce que les successeurs du Président Houphouët n'ont pas continué cette politique de logement qu'il a initiée. L'Etat a abandonné ce projet-là dans la main des privés qui sont le font à un coût très élevé ; on n'a pas les moyens, et c'est difficile » (Entretien individuel, Monsieur K, Sicogi, Décembre 2019).

On remarque que, malgré la taille des ménages, les « enfants adultes » sont contraints à toujours habiter en famille, du fait du coût élevé des loyers.

1-5- La politique d'emplois

Dans le domaine de l'emploi, on remarque une raréfaction d'emplois formels. La plupart des emplois sont dans l'informel.

« Ici à Yopougon, les commerces et services représentent plus de 82% de l'emploi local, avec environ 25 000 commerçants et vendeurs.[...], comme réalisation, nous avons la construction du supermarché Cosmos, la réhabilitation de plusieurs établissements scolaires, 811 voiries dont 31% revêtues et articulées à la voie express, la délocalisation de la zone industrielle d'une capacité de 300 entreprises, etc.,[...], la mairie a aussi engagé de nombreux projets d'envergure sociale, à savoir le projet emploi jeune, le projet de construction de marchés dans les quartiers de Gesco, Niangon Sud, Sicogi, le projet de construction du marché de gros de la commune de Yopougon, le projet de construction de salle multimédia communale, de bibliothèques et les microcrédits destinés essentiellement au femmes » (Entretien individuel, Monsieur G, Mairie, Décembre 2019).

Par ailleurs, une opération de démolition des commerces et autres installations anarchiques, en fin d'année 2019 a été engagée par la mairie, dans la mise en œuvre de la politique d'assainissement de l'environnement, pour dégager tous les commerçants installés sous les lignes électriques de haute tension. Toutefois, aucune disposition n'a été prévue afin de recaser ces milliers de commerçants, artisans et autres acteurs des transports, de sorte que ces derniers reviennent sur les lieux où ils ont été déguerpis pour poursuivre, sous les bâches, leurs activités.

«Je vends ici depuis 1995, je n'ai jamais été inquiétée. J'exerce ici, comme beaucoup de commerçants, pour m'occuper de la scolarité de mes enfants et soutenir aussi mon mari. [...], nous ne savons où partir, c'est pour ne pas rester les bras croisés, à ne rien faire que je suis revenue poursuivre mes activités » (Entretien individuel, Madame K, Yopougon, Décembre 2019).

1-6- La politique de sécurité judiciaire

« En temps normalement, le rôle de la prison c'est de transformer les gens pour faire d'eux de bonnes personnes, un lieu pour refaire les hommes, et les gens devraient sortir du prison transformés sur tous les plans pour refaire leur nouvelle vie. Mais aujourd'hui, quand tu vas en prison c'est pour mourir, les prisons n'ont pas les moyens conséquents, et c'est comme si l'Etat s'est déchargé de son travail social » (Entretien individuel, Monsieur RS, Sicogi, Décembre 2019).

Au regard des données recueillies, les conditions sociales des détenus semblent être déplorable, et que les pouvoirs publics semblent être moins regardant sur les conditions de détention.

Selon le code pénal ivoirien, on ne peut pas emprisonner un enfant de moins de 16 ans (code pénal). Donc, face à la violence des enfants qui sont pour la plupart des enfants de moins de 16 ans, le SPJEJ, créé par l'arrêté n° 642/MJDHLP/CAB du 29 Décembre 2015, est une interface entre la justice et les justiciables pour toutes questions concernant les mineurs en contact du système judiciaire. Les Centres de Réinsertion (CR) et les Centres d'Observation pour Mineurs (COM), sous la tutelle du SPJEJ, constituent des cadres de rééducation et de resocialisation des enfants dits des enfants en conflit avec la loi, mais qui en réalité, sont des victimes d'un vide ou d'un manque au niveau de leur cadre familial. Au nombre de ces centres, il y a les centres de réinsertion de Dabou, d'Ouokoukro (S/P M'bahiakro) et le centre d'observation pour mineurs (Abidjan à la MACA) qui sont en interaction, ou du moins, en partenariat avec la commune de Yopougon.

La resocialisation, dans les centres de réinsertion, se résume à la formation de ces enfants à un certain nombre de corps de métier, notamment la couture, la soudure, la maçonnerie, la mécanique-auto, etc., afin de les réinsérer dans le tissu familial.

Par ailleurs, l'école des parents, initiée par la Cellule de Coordination de Suivi et de Réinsertion (CCSR) en mi-juin 2019, dans le cadre du projet d'urgence de resocialisation (PUR), sert le lieu d'écoute et de témoignages des parents (surtout les parents dont leurs enfants sont dans les CR afin de comprendre les

déterminants familiaux du vide dont l'enfant est victime.

«Donc chaque 6 mois, il y a l'école des parents dont les enfants sont allés en resocialisation. L'école des parents c'est pour que chacun explique comment l'enfant est tombé dans ce milieu, et pour la plupart des témoignages, c'est un dysfonctionnement au niveau de la cellule familiale ; [...], l'école des parents, pour comprendre ce qui se passe dans les familles. Il y a même un psychologue qui est en contact avec ces parents pour pouvoir comprendre ce qui se passe, afin de pouvoir résoudre le problème au niveau des cellules familiales, pour que les enfants puissent retourner dans leur famille après leur passage dans les centres de resocialisation. [...], cette cellule (la CCSR) a mis à disposition des psychologues qui vont aller expliquer un peu aux parents ce qu'ils doivent faire, ce qu'ils ne doivent pas faire, et tout ça, pour que ces enfants-là ne retombent pas dans les travers » (Entretien individuel, Monsieur Z, Mairie, Décembre 2019).

Le SPJEJ rend incontournable la saisine de l'échelon éducatif pour tout mineur, notamment les mineurs infracteurs, en contact avec le système judiciaire, et rend plus qualitative l'intervention de la justice juvénile respectueuse des droits des mineurs.

1-7- Politique sociale comme instrument d'entraide

Au lendemain de la crise de 2011, dans la commune de Yopougon, la politique sociale, à travers des actions sociales posées, se caractérise essentiellement par les prises en charge et les kits scolaires, des prises en charge des grandes malades et les actions d'aide et d'assistance aux personnes vulnérables.

« Depuis 6 ans, les prises en charge sont régulièrement distribuées. Nous sommes passés de 1000 pour arriver à 4000 prises en charge aujourd'hui. Et donc, ça fait que les écoles ne refusent pas de prendre les élèves dont leurs parents sont démunis ; [...] c'est tout ça qui fait que, quand on est appelé à aider, surtout quand on est une structure étatique, il faut forcément, je veux dire, venir en aide aux couches défavorisées. Donc, toutes ces actions sociales contribuent à l'épanouissement de la société » (Entretien individuel, Monsieur KF, Mairie, Décembre 2019).

Outre, 100 à 200 prises en charge médicales octroyées aux grands malades, il y a également des chaises et des cadeaux de fin d'année qui sont, respectivement distribués aux handicapés et aux enfants de familles démunies chaque fin d'année.

«Ils sont là, dans les quartiers précaires, ils n'arrivent pas à faire les trois repas par jour, donc, forcément il faut les aider hein ! Il faut les aider [...], faire en sorte que, pendant les fêtes de fin d'année,

les parents qui ne peuvent pas rendre heureux leurs enfants, puissent les rendre heureux [...] ; chaque année, la mairie distribue plus de 6000 cadeaux aux enfants des personnes démunies [...], pour les handicapés, 100chaises roulantes aux handicapés » (Entretien individuel, Monsieur Z, Mairie, Décembre 2019).

Par ailleurs, la commune de Yopougon bénéficie aussi des programmes de filets sociaux. Ce projet d'urgence du gouvernement initié par l'Etat de Côte d'Ivoire, en 2019, afin de venir en aide aux franges démunies de la population ivoirienne, à hauteur de 36 000 francs chaque trimestre.

Cependant, on remarque que la pauvreté gagne de plus en plus le terrain, de sorte que les prises en charge et ces actions d'aide et d'assistance sont insuffisantes aujourd'hui pour les populations de la commune.

« Tous ceux qu'on voit, qui sont malheureux, qu'on traite de microbes, c'est des gens qui vont avoir du génie pour transformer la Côte d'Ivoire. Donc, on doit assister les hommes, on ne doit pas les regarder dans leur pauvreté [...], il faut qu'on assiste pour que les gens qui semblent inutile à la société là, ils aient de la valeur plus tard pour apporter quelques choses à la société » (Entretien individuel, Monsieur RS, Sicogi, Décembre 2019).

« Bon, parlant de la politique sociale, est-ce que ça existe ? Faire du social et faire de la politique sociale, c'est différent ; en investissant, par exemple, dans la santé, l'éducation et je crois dire quoi encore, bon, on dirait que la sécurité et puis le développement. Mais, structurer comme ça, en réalité, ce n'est pas, ce n'était pas une véritable politique sociale ; parce que c'était une politique sociale, peut-être qui prenait en compte 2 ou 3 priorités. Entre temps, au-delà même de l'éducation, au-delà de la santé, il y a des problèmes, des forts problèmes de vulnérabilité ; par exemple, dans lesquels l'emploi existe, dans lesquels la pauvreté aussi, on peut encore citer. Je pense que le PNUD parle de 46% d'ivoiriens de taux de pauvreté en Côte d'Ivoire. Donc, si vous cherchez 46% d'une population de plus de 22 millions ! Calculez, ça fait combien ? Alors, ça pose problème ! [...]. On dit, en 2014, on parle de l'école gratuite, c'est une politique sociale ; quand on parle de la gratuité des soins des enfants de zéro à 5 ans, c'est une politique sociale. Mais quand vous allez, en fait, c'est le stylo, le papier pour la consultation-là, qu'on vous donne. Vous partez payer après tous les médicaments qu'on vous a prescrits. Alors, ça sert à quoi ? Voilà ! » (Entretien individuel, Monsieur KJ, Sicogi, Décembre 2019).

On remarque que les populations ont véritablement besoin de ces actions de la solidarité populaire, qui constituent un élément vital pour la société. Mais, le constat est que les pouvoirs publics locaux en particulier, et les pouvoirs publics ivoiriens en général, semblent être limités.

Conclusion partielle

La Côte d'Ivoire, au lendemain de la crise postélectorale de 2011, fait face à d'importantes difficultés sociopolitiques. Ainsi, la politique sociale, dans sa mise en œuvre opérationnelle spécifiquement dans la commune de Yopougon, est essentiellement caractérisée par des dispositions juridiques, l'assainissement du cadre environnemental et des prises en charge. Ces conditions de précarité, ou du moins, ces conditions de pauvreté avérée, où vivent ces parents et familles démunis bénéficiaires de ces prises en charges, ont des effets néfastes, surtout au niveau de l'éducation réelle et effective des enfants qui, aujourd'hui, développent des pratiques ou comportements de résilience. La raréfaction d'emplois formels et l'insuffisance des infrastructures scolaires publiques constituent des difficultés rendant davantage plus précaires les conditions sociales des couches sociales défavorisées.

Par ailleurs, les projets d'urgence des filets sociaux et de resocialisation des enfants en danger ou infracteurs initiés par l'Etat, aujourd'hui, viennent, non seulement en appuis aux familles vivant dans une vulnérabilité avérée, mais semble perçu par certains acteurs comme étant une logique de dépendance et d'assistanat.

CHAPITRE 2 : MECANISMES SOCIOPOLITIQUES A LA BASE DES DYSFONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE SOCIALE A YOPOUGON- SICOGI

2-1- L'insuffisance de l'investissement social

Le quartier Sicogi, selon les données recueillies, semble être un champ social où s'intermédiation des acteurs sociaux en situation de dépendance, à savoir les retraités, les veuves, des enfants-adultes sous la charge des parents et les enfants, au sens propre du terme.

« [...] parce que l'Etat est limité, il ne peut pas tout faire ; c'est le minimum donc que l'Etat peut faire. Malheureusement, on ne peut pas faire face à tout le monde compte tenu du budget à louer par la mairie ; [...] 4000 prises en charge aujourd'hui, c'est insuffisant pour la population de Yopougon. [...], mais ici à Sicogi, j'ai comme impression que les gens sont délaissés, comme si c'était chacun pour soi ! L'Etat devrait-être à la charge en s'investissant dans le social, parce qu'on souffre vraiment.

» (Entretien individuel, Monsieur Z, Sicogi, Décembre 2019).

Selon les données recueillies à Sicogi, les actions sociales semblent être insuffisantes pour des populations qui sont essentiellement des demandeurs du social.

2-2- La logique sélective et l'instrumentalisation politique des actions publiques

« Ici à Sicogi, dire que les gens ont posé des actions sociales, je n'en vois pas ; sauf la réhabilitation des écoles primaires. Or juste à côté, à Doukouré, le quartier qui fait frontière à Sicogi, là-bas, y a eu des familles bénéficiaires de ce qu'ils appellent filets sociaux ; parce que le quartier Doukouré c'est Doukouré ! Je ne sais pas. Sinon, autant y a des familles pauvres là-bas, autant y a aussi des familles pauvres ici à Sicogi ! [...]. Moi je pense que la politique sociale est mal faite, parce que j'ai comme l'impression que les gens posent des actions publiques en vue de leur électoral ; et cela suffit pour que les actions sociales soient orientées soit, vers tel ou tel quartier, soit vers telle ou telle région. Aujourd'hui, on parle de rattrapage ethnique, c'est tout ça » (Entretien individuel, Monsieur B, Sicogi, Décembre 2019).

Pour certains enquêtés, les actions sociales sont orientées à des fins politiques inavouées. On remarque que d'autres aspects de la politique sociale sont mis en

veilleuse au profit de certains qui sont prioritairement mis en avant.

« [...] , mais c'est comme si l'assainissement est le besoin des gens. On a besoin de travail pour bien se loger. Y a pas travail, y a pas logements accessibles ; et on entend plus parler de Sicogi, pour construire et multiplier les cités dans les quartiers, et tout ça. Le secteur de l'habitat est aux mains du privé et tout est devenu cher. Je pense qu'il faut d'abord de l'emploi et multiplier le nombre des cités pour permettre aux gens de se loger facilement. Si les loyers sont accessibles, les gens vont faire quoi dans les baraques, c'est ça ! » (Entretien individuel, Monsieur B, Sicogi, Janvier 2020).

2-3- L'inexistence d'un cadre d'évaluation et le laxisme des pouvoirs publics

Selon les données recueillies, le fait qu'il n'y ait pas de cadre d'évaluation où doivent venir les acteurs engagés par les populations pour rendre compte de ce qu'ils ont fait, constitue un véritable problème dans le fonctionnement de la politique sociale. Et donc, des personnes se servent des ressources destinées à toute une population pour en faire ce qu'ils veulent.

« Il fait le travail, il doit rendre compte pour qu'on sache s'il a fait et bien fait ou pas. Mais comme les gens ne créent pas le cadre pour qu'on évalue ce qu'ils font, euh [...]. Ils doivent rendre compte en temps normal. Mais comme nos institutions ne jouent pas leurs rôles, on arrive à cette situation où des gens prennent et font de notre argent ce qu'ils veulent. Et là où ça devait rentrer pour faire la gratuité des soins, là où ça devait rentrer pour faire la gratuité de l'école, on n'y arrive plus » (Entretien individuel, Monsieur MS, Sicogi, Janvier 2020).

On remarque tantôt que, soit les pouvoirs publics négligent certains aspects des politiques publiques, soit ils sont laxistes ou complices du mauvais fonctionnement de certains maillons de la chaîne d'exécution.

« [...] , mais si nos écoles étaient performantes, est-ce qu'ils allaient faire ça, c'est-à-dire envoyer leurs enfants à l'étranger ; parce que eux-mêmes ne croient pas en cette école, ils ne croient pas en ce qu'ils nous présentent comme étant politique pour l'école. Sinon ils allaient laisser leurs enfants ici. Et si les gens préfèrent aller se soigner ailleurs, ça veut dire que nous avons ici des mouvoirs. En quoi donc la santé une priorité ? C'est un problème, il faut dire vrai, on a de sérieux problème dans cette affaire » (Entretien individuel, Monsieur P., Sicogi, Janvier 2020).

Par ailleurs, même s'il y a de bonnes initiatives et des bonnes volontés, il semble toujours que certains acteurs dans le maillon ne jouent pas franc jeu, de sorte que

nombre des actions publiques semblent non satisfaisantes.

2-4- Le rapport au détournement et à la corruption

« [...] , mais aussi, les autorités peuvent avoir la bonne volonté, mais il peut arriver que, par exemple, un projet social destiné à une structure d'orphelinat à Yopougon, soit détourné vers Abobo où il sera, en fin de compte réalisé, c'est possible » (Entretien individuel, Monsieur T., Sicogi, Décembre 2019).

Selon les données recueillies, la corruption et les détournements constituent un véritable frein à la mise en œuvre efficace de la politique sociale.

« Je vous donne 100 000 francs pour réaliser quelques choses, le résultat qui sort c'est le résultat d'un travail de 10 000 francs. Je vous ai donné 100 000 francs pour que vous fassiez quelque chose, je m'attends à un résultat d'un travail de 100 000 francs. Je vous donne de l'argent pour acheter un sac de 50 000 francs ; donc ce qui doit parvenir à un enfant, c'est un sac de 50 000 francs, mais ce qui tombe dans ses bras c'est un sac de 5000 francs. C'est-à-dire que y a 45 000 francs qui sont restés quelque part. C'est ça la corruption, c'est ça le détournement. [...], justement parce que y a détournement que ce pour quoi on a payé 100 000 francs, le résultat qui sort c'est un résultat de 10 000 francs » (Entretien individuel, Monsieur S., Sicogi, Janvier, 2020).

« Je disais tantôt qu'au quartier Doukouré, des familles ont reçu les 36 000f des filets sociaux et à Sicogi, non ! Mais peut-être que les fonds destinés à Sicogi ont été détournés, qui sait ; je dis de n'importe quoi hein ! Mais si tel est le cas, cela constituerait un réel obstacle aux filets sociaux » (Entretien individuel, Monsieur D., Sicogi, Décembre 2019).

De nos entretiens, on remarque qu'il n'y a ni de suivi, ni de contrôle dans le processus de la mise en œuvre des actions publiques.

« Regardez les bourses qu'on donne aux enfants. Moi, ma fille est boursière, elle est en cinquième. Moi-même je suis allé faire ses papiers. Mais nous sommes en deuxième année, elle n'a toujours pas reçu sa bourse. Je connais une jeune fille qui a pris sa bourse pour aller au village. C'est-à-dire qu'elle a échoué, qu'on l'avait renvoyée. La bourse ça sert à quoi ? Aider l'enfant pendant qu'il est à l'école, pendant qu'il est encore assis sur les bancs. Mais pendant ce temps, malheureusement, l'argent est quelque part, dans la poche de quelqu'un. C'est un dysfonctionnement entretenu, dans lequel beaucoup de personnes mangent. Et on a jamais vu quelqu'un être sauté de son poste à cause de ça, on a jamais entendu qu'on a mis en prison quelqu'un qui a fait ça. C'est regrettable » (Entretien individuel, Monsieur P.S., Sicogi, Janvier 2020).

2-5- Le virtuel

Selon les données recueillies, l'un des mécanismes à la base des dysfonctionnements des politiques publiques c'est le mensonge à travers le jeu médiatique.

« Les écoles que nous avons ici là, c'est des vieilles écoles. C'est le Président HOUPHOUET qui a construit tout ça. En dehors de quelques écoles privées, toutes ces écoles ont été construites depuis le temps du Président HOUPHOUET. Pendant que la population augmente, pendant que la population scolaire augmente, regardez ce qui se passe. Donc c'est ça le problème. [...], maintenant, quand l'Etat sait, par exemple, que l'école doit commencer en Septembre, puis que c'est lui qui fixe la date de la rentrée, je suppose que les choses devraient être prêtes avant ou à la rentrée. Mais les cahiers, les sacs que j'ai reçus, que mes enfants ont reçus, ont été reçus en fin Novembre. Vous voyez ! Pour deux cahiers qu'on va donner, on doit attendre en fin Novembre, et ces sacs, ces livres ne sont pas de qualité. Deux mois après, tout est foutu. [...], c'est ce que j'appelle la publicité » (Entretien individuel, Monsieur Z., Sicogi, Janvier 2020).

Conclusion partielle

Il ressort de ces données du terrain que le système de fonctionnement de la politique sociale à Yopougon manque de cadre d'évaluation. Cette fragilité constitue une porte ouverte à la corruption et aux détournements. Les pouvoirs publics (au niveau macro) semblent n'avoir aucun contrôle sur les fonds mis à disposition. Or le contrôle devrait permettre de rendre compte de l'efficacité de la politique sociale sur le terrain.

Par ailleurs, il semble remarquable le vice de laxisme et de complicité des pouvoirs publics pour des fins politiciennes.

CHAPITRE 3 : RELATION ENTRE LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA POLITIQUE SOCIALE ET EMERGENCE DU PHENOMENE DES « MICROBES » A YOPOUGON, SICOGI

3-1- La crise des cadres éducatifs en rapport avec le phénomène des microbes

Les crises de 2002 et de 2011 constituent un repère de l'affaiblissement émergent des cadres éducatifs en Côte d'Ivoire.

3-1-1- la crise de l'éducation parentale et communautaire

L'absence d'opportunités économiques formelles dans la commune de Yopougon et les exigences de l'économie informelle locale obligent nombre de parents (soit le père, soit le père et la mère) à sortir très tôt de leur lieu d'habitation pour n'y revenir que tard la nuit.

« La pauvreté ! Voyez-vous aujourd'hui, quelqu'un est allé travailler à Vridi, à Koumassi ; de Yopougon à Vridi, à Koumassi, c'est très éloigné. Donc s'il est parti le matin, il va revenir que le soir ; il va à l'aurore et ne revient que la nuit [...], donc quand tu n'es pas là, tu n'as pas vu comment l'enfant danse [...], et ce n'est que les Samedi et Dimanche que tu trouves un enfant qui est assis, calme et tu te dis que c'est un bon enfant, alors qu'il n'est pas un exemple » (Entretien individuel, Monsieur A, Sicogi, Novembre 2019).

Selon des chefs de ménage, cette désertion de domicile est due au fait que les bassins d'emplois sont situés, pour la plupart, hors de la commune de Yopougon, et nombreux sont les chefs de ménage qui sont dans l'informelle.

Pour certains parents, il s'agit de fuite de responsabilité du fait qu'ils n'arrivent pas toujours à satisfaire, ne serait-ce que les besoins primaires des enfants. Du fait de la cherté de la vie en milieu urbain, les abidjanais et spécifiquement les yopougonnais ont du mal à prendre en charge leurs progénitures.

« Certains parents ont démissionné de leur devoir éducatif [...], le parent à Abidjan n'a pas le temps ; à cause de la dureté de la vie il est tout le temps parti, il est obligé de sortir. Du coup, il n'arrive plus à assurer l'éducation de l'enfant en terme de conseil, en terme de montrer le droit chemin à l'enfant »

(Entretien individuel, Monsieur K, Sicogi, Novembre 2019).

Dans ce contexte de vie chère, de la pauvreté émergente des couches sociales, des parents ont de réelles difficultés à encadrer et suivre leurs enfants.

« Pour scolariser, par exemple, un enfant il faut les moyens ! On avait fait ici des promesses de l'école gratuite, mais rien n'a changé ; au contraire, il faut payer combien de livres, il faut payer combien de transport par jour, il faut payer combien de nourriture par jour ! Est-ce que toutes les familles peuvent assurer au minimum ces dépenses-là jusqu'à la fin d'une année ? Ce n'est pas évident » (Entretien individuel, Monsieur J, Sicogi, Novembre 2019).

Mais aussi, certains parents estiment que, l'enfant, à l'âge de 15 ans déjà doit pouvoir participer aux charges de la maison. Ainsi ces enfants, sans qualification aucune, ni capital, se lancent dans l'informel eux-aussi, et très souvent, à la rue où ils sont recrutés par des leaders appelés « vié-père », pour des trafics de substances psychotropes et autres marchandises illégales, dont la drogue.

« Quand l'enfant qui a à peine 15ans vient dire : papa je veux [...], il va trouver que c'est, c'est-à-dire que c'est mal dit ; il voit mal son enfant de 15 ans entrain de lui demander. Donc il va lui dire : mais tes amis poussent brouette, tes amis vont chercher ! [...], et puis, ce n'est pas à la maison je vais pousser brouette ! Avec qui je vais pousser brouette à la maison ? Donc je quitte la maison pour aller chercher dehors » (Entretien individuel, Monsieur DA, Sicogi, Novembre 2019).

Aujourd'hui en milieu urbain, du fait de la cherté de la vie, l'enfant est commis d'aider les parents victimes du manque dû à leur statut social. Et cet état de fait contribue à dégrader davantage l'autorité parentale.

Par ailleurs, certains schémas familiaux et de recomposition à l'œuvre dans les familles dans la commune de Yopougon tendent à aggraver les difficultés du parent à qui incombe l'éducation de l'enfant, notamment les mères célibataires, les familles éclatées, les foyers polygames, le déclassement social suite à un renvoi, etc. Les conditions de vie précaire des migrants et la problématique de leur intégration souvent posent de sérieux problèmes d'éducation de leurs enfants.

« Très souvent, nos amis de l'autre côté-là sont, pour la plupart, dans des sites précaires et à risque. Et aujourd'hui, avec maman bulldozer, ces sites sont rasés. Ce flux de populations déguerpies, où Va-t-il ? Cette opération d'assainissement ne prévoit pas, en amont, de programmes de relocalisation de toutes

ces populations. Mais où vont-elles après ? Elles sont dans la nature, et pendant ce temps, que deviennent leurs enfants ? La vulnérabilité de ces enfants ne peut que devenir un problème de société globale » (Entretien individuel, Monsieur KK, Sicogi, Novembre 2019).

Par ailleurs, dans les milieux ruraux, l'éducation d'un enfant incombe à toute la communauté, de sorte qu'il a peur de commettre des actes de déviance. Mais aujourd'hui, du fait de l'expérience urbaine, l'éducation communautaire a perdu de son influence, de son efficacité, quant à sa fonction d'éducation des plus jeunes.

« Aujourd'hui, si tu as touché à l'enfant de quelqu'un, tu as problème, c'est compliquer de donner conseil à l'enfant d'autrui, [...] ; le respect des droits des enfants, c'est une bonne chose, mais dans ce respect des droits-là, ça amené les enfants à croire qu'ils n'ont plus le devoir d'écouter et d'appliquer ce que les parents disent. On ne peut pas aller jusqu'au bout parce que, aujourd'hui si tu as le malheur de taper un enfant, tu as un problème. Cette liberté exagérée mélange les pédales » (Entretien individuel, Monsieur A, Sicogi, Novembre 2019).

De plus en plus, la communauté se désengage de l'éducation des plus jeunes qui ne sont devenus que le bien privé de leurs parents biologiques qui, eux aussi, ont légué à l'école leur responsabilité dans l'éducation des enfants.

3-1-2- La crise du système scolaire

« Avant, l'école ivoirienne était un espace bien aménagé pour la réussite du savoir, mais aussi pour l'éducation. Mais malheureusement aujourd'hui, ce n'est pas le cas ; peut-être le savoir, mais pas l'éducation. [...], aujourd'hui, les écoles publiques sont surpeuplées, la classe la moins peuplée est de plus de 90 ; oui, 90 au CPI. Quand c'est comme ça, ils sont mal formés déjà ; ils s'asseyent à trois, trois, trois depuis CPI, [...]. A un moment donné, il y a blocage » (Entretien individuel, Monsieur KJ, Sicogi, Décembre 2019).

Face à l'incapacité des pouvoirs publics à trouver de véritables réponses aux difficultés de l'institution scolaire, le marché de la scolarisation est essentiellement tenu par des acteurs privés, confessionnels ou non, reconnus par l'Etat ou illégaux.

Par ailleurs, de nombreux enseignants sont en crise de vocation. Et ce, du fait que nombre d'enseignants, surtout au privé, sont engagés sans bénéficier d'une formation solide dans les établissements dédiés que sont le Centre

d'Administration et de Formation Pédagogique (CAFOP) et l'Ecole Normale Supérieure (ENS).

« On ne peut pas éduquer si on n'est pas soi-même éduqué » (Entretien individuel, Monsieur I, Sicogi, Décembre 2019).

Le milieu scolaire est devenu un lieu de luttes violentes : violence inter-élèves et violence entre corps enseignant et élèves sont endémiques et banalisées. Selon les données, nous assistons aujourd'hui à la transposition de la crise politique en milieu scolaire, en ce sens que des mouvements ou union des enseignants de tel ou tel groupement politique émergent.

« Vous savez, aujourd'hui, au sein du corps enseignant, il y a des mouvements qui se créés, des unions pour la cause de tel ou tel parti politique, et c'est quelque chose [...], alors que les gouvernants disent que l'école n'est pas un lieu où il faut faire la politique. Et quand c'est comme ça, c'est les dénigrement, c'est les fausses accusations, c'est la division entre enseignants ; et alors, pendant que d'autres font les cours, certains sont en grève, vous voyez, c'est compliquer tout ça ! Et c'est ce même schéma d'une société non cohésive qui se reproduit au sein des élèves ; pour dire que les enfants ne font que reproduire en leur sein l'état actuel de la société ivoirienne. Et je ne vous informe pas ! Aujourd'hui, dans nos écoles, c'est les élèves eux-mêmes qui décrètent les dates des congés, et cela occasionne très souvent des morts d'hommes, c'est vraiment déplorable tout ça » (Entretien individuel, Monsieur B, Sicogi, Décembre 2019).

La crise des valeurs au sein de l'institution scolaire se caractérisant par la violence est beaucoup décriée par les populations.

3-2- Les crises sociopolitiques en rapport avec le phénomène des « microbes »

Les crises politiques qu'a connu la Côte d'Ivoire, notamment la crise militaro-politique de 2002 et celle du postélectoral de 2011 qui se sont déroulées à l'échelle nationale, ont été transvasées à l'échelon communautaire et familial.

La Côte d'Ivoire, qui n'avait jamais connu auparavant une crise militaro-politique, en a connu en 2002.

« Certains enfants ont vu leurs parents décapités, tués à coup de fusil ou à l'arme blanche. Vous voyez, c'est déplorable. Et ces enfants-là, qui ont subi des atrocités, des traumatismes de façon précoce, et qui

n'ont bénéficié d'aucune prise en charge, ne peuvent que s'approprier de ces pratiques et les reproduire » (Entretien individuel, Monsieur Y, Sicogi, Décembre 2019).

Selon les données, la crise militaro-politique de 2002 a été à l'origine de la culture de la violence. Et la crise postélectorale de 2011 a amplifié davantage cette culture de la violence chez les plus jeunes, en ce sens que les agents de la police et la gendarmerie ont été démobilisés et démotivés. La Démobilisation et la Démotivation des Agents de la Police et de la Gendarmerie et la prolifération des armes ont influencé également les comportements quotidiens des jeunes enfants.

« Les contentieux ont été à l'origine de la crise postélectorale de 2011. Et ces contentieux ont été réglés dans une violence qui a fait croire à plusieurs, à plusieurs jeunes et des catégories de personnes que la violence est un moyen de règlement de problèmes. Et les enfants, ils apprennent dans les actes des grandes personnes [...], cette violence-là va impacter les jeunes qui croient que l'arme est un moyen d'expression. Alors, quand la crise a éclaté, c'était une affaire entre militaires et miliciens, et la gendarmerie a disparu, et la police a disparu. Alors, une société sans police, une société sans forces de l'ordre est naturellement une société désorganisée, et les enfants sont souvent aussi [...], profitent de cette absence de la police pour soumettre les gens à leurs desideratas, parce qu'ils savent que la police n'est pas armée, et ils n'ont aucune crainte, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas peur » (Entretien individuel, Monsieur RS, Sicogi, Décembre 2019).

.Le constat est que, de la crise militaro-politique de 2002 jusqu'à la crise postélectorale de 2011, de nombreux enfants ont été traumatisés, du fait des affres de la guerre. Et le traumatisme les a désorientés dans leur évolution psychologique et sur la trajectoire de leur socialisation.

« La crise postélectorale a désorganisé le fonctionnement de la police et le fonctionnement de la société civile. Donc aussi ça, ça peut favoriser l'émergence donc des microbes » (Entretien individuel, Monsieur L, Sicogi, Décembre 2019).

Mais il faut insister sur le fait qu'aujourd'hui la police est réapprouvée, la gendarmerie également ; mais les enfants sont toujours « microbes ». C'est donc plutôt un relâchement du contrôle social, avec l'accentuation liée à la culture de la violence, qui continue de favoriser le développement du phénomène des « microbes », surtout que le milieu est en proie à la pauvreté et le manque de soutien social.

Tableau 4: Récapitulatif des violences dues aux mutations sociales

Périodes	Types de violence	Indicateurs	Conséquences sociales et politiques
Crise militaro-politique de 2002	-Symbolique -Politique -Physique -Criminelle	-Tuerie à armes à feu et à armes blanches -Accusation et propos xénophobes -Non-respect de l'autorité, des pouvoirs publics -Pillages, viols, vols, agressions -Attaques et affrontements -Enlèvements	-Intensification de la crise du lien social -Amplification de la violence criminelle
Crise postélectorale de 2011	- -Symbolique -Politique -Physique -Criminelle	-Tuerie à armes à feu et à armes blanches -Accusation et propos xénophobes -Non-respect de l'autorité, des pouvoirs publics -Pillages, viols, vols, agressions -Attaques et affrontements -Enlèvements	-Délitement de la cohésion sociale -Crise des cadres éducatifs -Emplois informels -Chômage, pauvreté -Culture de la violence

Source : notre enquête de 2019

3-3- Le phénomène des « microbes » comme un acte de résilience face aux dysfonctionnements de la politique sociale

La crise postélectorale de 2011 a fragilisé le tissu social ivoirien. Elle a fait émerger, au plan national, les questions de paix, de réconciliation et surtout de cohésion sociale liées à l'éducation ; notamment la question des enfants en conflit avec la loi, et donc en conflit avec l'organisation sociale, voire l'organisation familiale (la famille étant la plus petite structure de l'organisation sociale). Selon nos données, la violence de ces enfants répond à un acte de résilience face à une société en crise, en d'autres termes, face à la crise des cadres éducatifs.

« Pour moi, le phénomène en lui-même est un problème de société globale. C'est un problème de société globale en ce sens que lorsque nous regardons, en fait, les conditions d'émergence du phénomène, nous regardons le profil des jeunes qui sont là-dedans, nous, comme les sociologues ont l'habitude de dire, c'est un phénomène social total ; parce qu'il touche toutes les dimensions de la société » (Entretien individuel, Monsieur K, Décembre 2019).

Une sociohistoire de ce phénomène montre que la violence des enfants dits « microbes » est un ensemble de problématiques lié à l'éducation en général. Du nouchi en 2000 au phénomène de drogue, du phénomène de drogue à celui des yambros et de celui-ci au phénomène des « microbes », c'est toute une succession de faits sociaux.

« Parce qu'on ne peut pas éduquer un enfant comme il y a 20 ans aujourd'hui [...], quand vous regardez, ce ne sont pas des enfants qui ont des parents nantis, voilà, on peut aussi dire que c'est la pauvreté ! Mais quand on regarde les conditions de vie, on sait que c'est des gens qui vivent au cœur de la promiscuité » (Entretien individuel, Monsieur KJ, Décembre 2019).

L'outil éducatif, qui devrait servir à aider ces enfants, est en situation de crise de mutation. L'éducation parentale est dans un contexte de révolution, l'éducation communautaire a failli et le système scolaire aussi est victime d'une crise des valeurs. Les enfants, en réaction à toute cette situation, sont en quête de reconnaissance sociale, ils veulent paraître, ils veulent se réaliser.

« Les conditions sociales dans lesquelles ils vivent ne leur permettent pas de se rendre visible. Le modèle familial ne pouvant pas créer les conditions pour que ces enfants aient cette visibilité, ils quittent le

statut d'invisibilité (la famille) au statut de visibilité (en dehors du cadre familial) [...], parce que, vous voyez, l'enfant a des attentes dans la famille. L'attente de l'enfant c'est quoi ? C'est que ses besoins physiologiques, psychologiques et sociaux soient pris en compte. Eduquer un enfant c'est lui donner à manger ; aujourd'hui, c'est vrai que éduquer un enfant c'est lui donner à manger, mais les dynamiques ont changé [...], c'est aussi de proposer des modèles, c'est aussi de créer les conditions de son épanouissement, je veux dire son plein épanouissement » (Entretien individuel, Monsieur I, Décembre 2019).

Et c'est le système éducatif de la rue, entre autres le phénomène des « microbes », qui crée aujourd'hui pour ces enfants les conditions de leur existence, de leur visibilité, de leur réalisation par eux-mêmes, de sorte qu'ils sont contraint d'intégrer ces groupes ou bandes afin de faire face à leur vulnérabilité.

« Mais là, c'est ça ! On est déjà né, on va faire comment ? Dans ce « ramba », il faut se défendre pour se faire une place au soleil [...], c'est un terrain où y a pas d'effort à fournir ; quand je vais chercher maintenant ce que je n'ai pas pu avoir à la maison, j'utilise la force, des armes ou des stratégies un peu truc pour en prendre ou pour attirer cette réalisation que je vise. C'est ainsi qu'on voit beaucoup de ces phénomènes de microbes-là » (Entretien individuel, ex-microbe, Monsieur AD, Yopougon, Décembre 2019).

Avec la persistance des conditions de vie précaires, au motif nationaliste, dont la vulnérabilité d'une partie de la population, semble prendre une coloration juvénile où les enfants dits « microbes » sont en quête de reconnaissance sociale.

Conclusion partielle

Au sortir de la crise postélectorale de 2011, les populations de la commune de Yopougon étaient confrontées à la problématique des conditions de vie précaire. La raréfaction des emplois formels, les exigences de l'économie informelle et la cherté de la vie, dans une dynamique urbaine, sont sources de difficultés pour de nombreux parents et chefs de famille à prendre en charge, ou du moins, à prendre en compte l'éducation réelle et effective de leurs progénitures.

Par ailleurs, l'institution scolaire qui venait en appui aux parents, dans l'éducation des enfants, semble, elle aussi, être victime de la crise des valeurs. Les écoles et établissements semblent être perçus, et par les parents, et par les élèves eux-

mêmes, comme un lieu de production de diplômés chômeurs, la réussite à l'école étant devenue une illusion. L'école semble donc être un milieu quasi violent où il semble plus être question de l'éducation réelle et efficiente des plus jeunes.

Par ailleurs, la violence des plus jeunes, soutenue par le nouchi et la drogue, est perçue par ceux-ci comme un acte de résilience et un moyen d'expression. Par la représentation qu'ils se font de ces crises politiques, du fait des traumatismes subis, ces enfants sont amenés à croire que la violence est un moyen de règlement de problèmes, un moyen par lequel l'on peut s'exprimer afin de se faire entendre. Ainsi, par la violence, ils veulent parvenir à la réalisation de soi par soi, cette réalisation que le cadre familial ne semble pas leur garantir.

CHAPITRE 4 : DISCUSSION DE LA RELATION ENTRE LES DYSFONCTIONNEMENTS DE LA POLITIQUE SOCIALE ET L'EMERGENCE DU PHENOMENE DES « MICROBES » EN MILIEU URBAIN

De nombreux chercheurs et institutions ont accordé un traitement particulier à la problématique de la violence juvénile en milieu urbain dans les pays en situation de guerre et de post-conflit, ainsi qu'à la recherche de solutions durables.

Ces travaux nous ont permis d'appréhender et d'aborder plusieurs dynamiques saillantes en termes de similitudes et de dissemblances liées à l'expression de la violence des enfants en milieu urbain. Il s'agit entre autres, des dysfonctionnements de la politique sociale mettant en mal les cadres éducatifs et entraînant ainsi la violence des plus jeunes. Il convient de préciser que ces travaux ouvrent le champ de la discussion des résultats de notre investigation qui prend appui sur le lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale en Côte d'Ivoire et l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain.

Notre ambition, en amorçant la présente étude n'était nullement pas de prétendre épuiser la problématique de la violence juvénile en milieu urbain. D'autant plus que la profondeur de la thématique, l'insuffisance du temps mis à profit et le caractère complexe de celle-ci ne le permettraient pas. Toutefois, nous pouvons l'éclairer, à partir des données collectées dans la commune de Yopougon mettant en exergue la complexité de l'éducation des plus jeunes dans un contexte de précarité sous l'ère de la modernité.

Nous avons procédé par des analyses qui émergent des résultats obtenus.

4-1- La dynamique urbaine comme une sociohistoire de la violence juvénile

Dès les années 1970, la commune de Yopougon va amorcer son développement. L'urbanisation de son territoire, avec la construction de quartiers viabilisés et salubres, voire modernes, va lui permettre de passer d'un aménagement de type

villageois à une ville moderne. Mais, au regard de sa démographie galopante due aux flux migratoires importants, du fait de l'exode rurale et des migrants des pays de la CDEAO, le plan d'urbanisation est souvent mal maîtrisé, de sorte que l'expansion continue de la commune ne s'est pas accompagnée de la création continue des quartiers modernes et de création conséquente des infrastructures, caractéristiques de l'urbanité. Et donc, du fait de la non maîtrise du plan d'urbanisation, ou du moins, de la mise à exécution continue de ce plan, le constat général que l'on peut faire, c'est l'intrusion des constructions anarchiques précaires et illégales donnant jour à des bidonvilles qui ne sont qu'un refus de la vulnérabilité sociale. Cet état de fait induit à un dérèglement des relations de voisinage et d'interpersonnelle. Cette promiscuité, du fait du renchérissement des logements locatifs, caractéristiques de la modernité, marque l'origine d'un règne d'insécurité.

Par ailleurs, la vie quotidienne de ces ménages se déroule dans la promiscuité de logements locatifs, et ce, par occupation illégale des sols, reproduisant ainsi, l'organisation villageoise.

Selon Indigo « op.cit. », du fait de la faiblesse économique de se loger dans l'espace urbain, « ce mode d'habitat présente une source de tension, [...] les personnes rassemblées dans ces petites cours n'ont pas souvent choisi leur co-habitant. Au-delà des frictions de voisinage entre locataires, aux valeurs et modes de vie parfois différents, l'exiguïté de ces modèles d'habitat reste le premier déterminant de la présence des enfants dans la rue. Ces enfants se retrouvent naturellement à évoluer dans les ruelles voisines, et le plus souvent pressés par des parents qui, lorsqu'ils sont présents, recherchent la tranquillité ».

Dans la dynamique de l'expansion de la commune de Yopougon, au cœur des différents facteurs de son émergence, l'on trouve, en bonne place, une politique de croissance urbaine mal maîtrisée, génératrice d'exclusion.

C'est le lieu de préciser, au regard de la littérature scientifique, que les processus

d'urbanisation président au principe fondamental de la violence des enfants. Nous prenons appuis sur les travaux d'Emile DURKHEIM et de KARL Marx qui attestent respectivement que, la ville est perçue comme un révélateur des faits sociaux et un facteur pouvant en être à l'origine, puisque la solidarité organique s'y développe ; et l'idéologie urbaine perçue comme l'explication des inégalités sociales. Lesquelles inégalités conduisent à la précarité qui induit à l'émergence des quartiers précaires.

Dès les années 1920, l'Ecole de Chicago « op.cit. » a montré, à travers ses travaux, l'influence du milieu social sur la violence juvénile, à savoir la violence urbaine est favorisée à la fois par le statut économique (la pauvreté), par le mode d'habitat (le quartier précaire) et par la situation familiale. Il semble donc pertinent d'admettre que la non-maîtrise du plan d'urbanisation, ou du moins, du processus de celle-ci conduit à la désorganisation sociale, donnant lieu à des réactions spontanées des formations de bandes d'enfants.

Parlant de la violence urbaine, Michel WIEVIORKA « op.cit. » atteste que « les violences urbaines s'apparenteraient aux poussées révolutionnaires ou aux grèves insurrectionnelles, et non à une utopie d'un nouveau modèle de société.

Alors, lorsque les violences urbaines des jeunes sont l'expression d'une révolte, d'une frustration qui constitue une demande d'intégration bien plus qu'une volonté de rupture avec la loi, elles posent des problèmes d'éthique et moraux à ceux qui exercent la responsabilité du pouvoir, aux acteurs politiques et aux couches sociales favorisées.

4-2- La politique sociale comme principe des filets sociaux

Dès 1960, la Côte d'Ivoire, indépendante, va mettre en place sa politique de développement. Ainsi, la mise en œuvre de la politique sociale va connaître un essor pendant la période dite période du miracle ivoirien. Pendant cette période, la politique sociale va marquer fondamentalement la politique de développement

de la Côte d'Ivoire. Suite à l'avènement de l'indépendance, on assiste à la répartition et à la redistribution des richesses, caractérisées par les grandes actions d'envergure, notamment, la construction des infrastructures routières pour désenclaver les régions, la construction des infrastructures scolaires, sanitaires, la création des sociétés d'Etat, la création de la banque agricole, etc. Ces actions d'autorégulation populaire vont fortement marquer la vie sociale ivoirienne. Ainsi, perçue comme un instrument des filets sociaux la politique sociale va permettre le désenclavement de nombreuses régions et contribuer à l'amélioration des cadres de vie et des conditions sociales des populations.

Des personnes vulnérables sont bénéficiaires des prises en charge, des fonds d'aide et d'assistance. Ainsi, les grands malades et handicapés sont soulagés, des enfants des familles démunies perçoivent des cadeaux chaque fin d'année. Le fait d'engouement autour de ces actions sociales, fait de la commune de Yopougon, à l'instar des autres communes du District d'Abidjan, une commune dont les besoins sont, aujourd'hui, essentiellement des besoins à caractère filets sociaux.

En vue de mieux appréhender cette approche de la politique sociale, dans la commune de Yopougon spécifiquement, nous nous appuyons sur la littérature scientifique pour mettre en relief des similitudes et des dissemblables.

Selon Jacques BICHOT « op.cit. », tel qu'un père de famille, l'Etat doit pouvoir garantir le minimum vital à tous ses sujets, et ce, à travers la mise en œuvre efficace de la politique sociale. « Venir en aide à tous ceux qui sont dans le besoin et dont le comportement n'est pas franchement répréhensible est un devoir national dont la responsabilité incombe l'Etat ». Ceci pour ainsi dire que la nation forme une communauté d'entraide. « La solidarité envers les plus faibles ou les plus malchanceux est l'une de ses fonctions importantes ».

Jean DUMONT « op.cit. » confirme, en qualifiant la politique sociale de « socle commun » qui garantit le minimum à tous, et l'Etat comme le gestionnaire de ce socle, qui permet à tous d'être épanouis.

Isabel ORTIZ « op.cit. » fait une mention pertinente en disant que la politique sociale est un instrument puissant de développement. Développement et pauvreté étant aux antipodes l'un de l'autre, la politique sociale par l'entremise du développement, éradique la pauvreté, et par conséquent, induit l'éradication de la marginalisation, de l'exclusion, etc. et consolide la cohésion sociale.

Isabelle ASTIER « op.cit. » appréhende la politique sociale comme « un univers protecteur », une théorie des rapports entre l'Etat et la société des individus. « Une sociologie du social et d'intervention sociale permet de suivre l'affirmation de cet idéal où s'impose la dette de chacun envers tous ceux qui chutent ».

Francis AKINDES « op.cit. » fait une observation pertinente sur les dysfonctionnements de la politique sociale, qui sont sources de contestation, voire de violence. Tandis que la politique sociale, au lendemain des indépendances en 1960 et surtout pendant la période du miracle ivoirien, contribuait à l'amélioration des cadres de vie et des conditions sociales des populations, les dysfonctionnements de celle-ci, constatés dans les années 1981, du fait de la chute des cours des matières premières, puis accentués en 1994 du fait de la dévaluation du franc CFA, entraînèrent la dégradation des conditions sociales des populations, rendant ainsi des franges de la population marginalisées et démunies.

4-3- La violence juvénile en milieu urbain comme une transposition des écarts du fonctionnement de la politique sociale

Les crises militaro-politique de 2002 et postélectorale de 2011 ont engendré de milliers d'enfants traumatisés par les affres de la guerre, et qui sont confrontés, aujourd'hui, non seulement aux besoins de leur survie, mais aussi surtout confrontés aux besoins de suivi, en termes d'encadrement.

On remarque également que, depuis la fin de la crise postélectorale de 2011, la Côte d'Ivoire fait face aux difficultés sociopolitiques qui font appel à la mise en œuvre de la politique sociale, puisque, nombreux sont les familles qui vivaient dans des conditions de dépendance sociale dues à une situation précarité avancée.

Selon les données, la problématique de la précarité semble être la résultante des dysfonctionnements de la politique sociale.

La commune de Yopougon, l'un des quartiers du District d'Abidjan, qui fut une zone d'affrontement entre les forces belligérantes, regorge une large frange de familles marginalisées et démunies. Dans l'immédiateté de l'après crise de 2011, la mise en œuvre de la politique sociale au sein de la commune semble être partielle et parcellaire, du fait de l'insuffisance budgétaire. Ce qui va entraîner des pratiques de procédé de sélection de certains aspects de l'opérationnalisation de la politique sociale et des acteurs sociaux qui en sont bénéficiaires.

Les constats généraux que l'on peut en faire, d'abord, ce sont la raréfaction d'emplois formels et la crise de l'éducation parentale, rendant davantage plus précaire les conditions sociales des familles démunies, de sorte à ne pouvoir pas encadrer leurs enfants. Ensuite, la crise de l'institution scolaire qui, elle, ne semble plus être un milieu où il est question de l'éducation réelle et efficace, en vue de l'insertion professionnelle de l'enfant, mais plutôt un milieu de prolifération de survivances des pratiques et représentations juvéniles.

Afin de porter un regard nuancé sur la problématique de la politique sociale, quant à ses dysfonctionnements en lien avec la violence des enfants, nous nous sommes appuyés sur quelques littératures scientifiques.

Par exemple, dans la société américaine, l'Ecole de Chicago « op.cit. » a montré que la délinquance et violence des jeunes sont un défaut d'éducation. « Délinquance et violence n'ont plus vraiment de sens en dehors du fait qu'elles sont l'expression d'une pathologie du système, du fait d'une absence d'intégration, de mode d'appartenance et d'identité collective. La désorganisation peut donc conduire à la violence, du moment où elle met l'individu dans l'incapacité d'être encadré par son groupe social et ethnique d'origine.

Vue sous l'angle des inégalités, du fait des controverses dans le processus décisionnel, les dysfonctionnements de la politique sociale peuvent-être

appréhendées aussi comme étant des inégalités (spatiales et sociales) comme l'atteste Eveline T. Les inégalités créent ce qu'elle a appelé le sous-prolétariat, caractérisé par la précarité et les actes déviants.

Caroline G. et Catherine BLATIER « op.cit. » affirment que le phénomène de la délinquance juvénile est la résultante de la gravité des dysfonctionnements au sein de la cellule familiale, au niveau social et environnemental.

Au Nigeria, par exemple, avec une population majoritairement jeune (53% de la population), les jeunes sont beaucoup plus sensibles aux dysfonctionnements socio-économiques, au règne de l'argent, à la corruption ambiante (GUY Nicolas, 2017). Cette sensibilité aux dysfonctionnements et aux mutations sociétales fait des jeunes nigériens récidivistes aux forces publiques. Compte tenu de la raréfaction des emplois, la plupart de ces jeunes font recours, dans l'informel, à de petits métiers à la lisière de la délinquance. « Ces jeunes sont instrumentalisés par des partis politiques, voire des mafias qui s'organisent autour des certains candidats locaux de parti politique pour contrer le prosélytisme de leurs adversaires. Modelés par les médias, ces jeunes sont influencés par la « culture jeune » mondiale qu'ils apprennent, par exemple, sur les manifestations des ghettos Nord-américains diffusées par les médias et relayées par les artistes locaux. Cette « culture jeune », par l'entremise des médias qui, pourtant sous l'obédience de l'ordre étatique, impose ses pratiques, ou du moins, ses valeurs contestataires vis-à-vis de l'ordre adulte, voire les valeurs éducatives familiales.

Selon l'IAU « op.cit. », les jeunes, bien qu'ils soient des acteurs (jeunes dangereux), sont des victimes (jeunes en danger). « La délinquance est un problème de la société globale », ou du moins, un phénomène total qui pose de nouveaux défis aux pouvoirs publics qui ne doivent plus se contenter de gérer seulement, mais à proposer des modèles, ou du moins, à créer des conditions du plein épanouissement des jeunes enfants.

Par ailleurs, l'une des nuances pertinentes entre la violence des enfants en Côte d'Ivoire et celle des jeunes au Nigeria, par exemple, c'est l'instrumentalisation des jeunes qui semblent devenir un contre-pouvoir diffus, s'inscrivant dans une avant-garde dressée contre les dérives de l'ordre étatique.

Il semble également importante, cette nuance faite par Jean Pierre BEDOU « op.cit. », dans ses travaux, qui qualifie la violence et/ou la délinquance en termes de « violation » (la violation de l'ordre divin entraînant la violation de l'ordre institutionnel). Pour lui, la délinquance est premièrement la manifestation des conséquences de la violation de l'ordre divin par l'homme, et deuxième lieu, la manifestation du désordre établi, suite à la violation des règles institutionnelles.

On observe ainsi, dans toute cette dynamique de violence, la crise des cadres éducatifs (familiaux et scolaires), socles de tout épanouissement social.

4-4- La violence juvénile en milieu urbain comme un principe de résilience et de reconnaissance sociale

La mise en veilleuse de la politique sociale, au lendemain de la crie postélectorale de 2011, a été un réel fondement des mécanismes sociaux développés au sein de la population jeune, dans le District d'Abidjan. Selon nos données du terrain, face à cette mise en veilleuse de la politique sociale, des mécanismes vont commencer à émerger en milieu urbain. De jeunes enfants dont leurs caractéristiques sociales restent essentiellement marginales, vont opter pour leur resocialisation par eux-mêmes, dans un contexte de dysfonctionnement de l'ordre étatique.

A Yopougon Sicogi particulièrement et dans la commune de Yopougon en général, la manifestation de ces mécanismes sociaux répondent, dans une certaine mesure, aux principes de résilience que développent ces enfants qui sont, pour la plupart, selon nos données du terrain, des enfants de 8 à 18 ans issus des familles vivant dans la promiscuité et dans des conditions sociales de précarité avérée. La concentration et la fréquence des écarts de la politique sociale (précarité,

inégalités, etc.) vont augmenter le risque structurel d'isolement de ces jeunes. Et, dans ces conditions, les relations familiales sont, soit faibles, soit inexistantes.

Alors, dans la manifestation de la violence juvénile, on remarque qu'il s'agit de véhiculer des messages de protestation, de frustration et d'indignation à l'altérité. Marquées par la levée des inhibitions, ces manifestations présentent des aspects crapuleux et sanglants, cette marginalisation étant source de mobilisations extrémistes. L'acteur violent se sépare du corset social ou du manteau de la civilisation qui interdit le crime de sang et qui appelle à la cohésion sociale. On assiste, alors, à l'instauration d'un fort climat de suspicion, du fait des agressions, des attaques et des rumeurs d'attaques sur fond de vendetta. Ces actes constituent un moyen d'expression de ressentiments et servent ainsi d'exutoire aux frustrations accumulées par cette frange marginalisée et démunie de la population.

Vue sous l'angle de la résilience qui est le fait de se projeter dans l'avenir, en présence d'événements déstabilisants, de conditions de vie difficiles et de traumatismes parfois sévères, la violence juvénile est perçue par la littérature scientifique en thème de la logique des agressions et attaques, ou du moins, les déterminants de l'engagement à l'acte violent des jeunes enfants.

Ainsi, Serge PAUGAM « op.cit. », dans ses travaux, relève une observation pertinente dans la problématique de la violence juvénile, en la qualifiant de « mécanismes compensatoires, de mécanismes d'adaptation, de styles de vie alternatifs ou de formes spontanées de socialisation. Et ces mécanismes compensatoires adoptés par ces jeunes enfants rythment avec les bouleversements sociaux, biologiques et psychologiques. Par exemple, aux USA, l'Ecole de Chicago « op.cit. » a analysé les gangs comme étant des réponses au délitement des régulations traditionnelles, des formes latentes d'organisations dont la fonction est de permettre l'intégration et la cohésion sociale de leurs membres.

Par ailleurs, il atteste que l'intégration et les inégalités sociales sont facteurs des dysfonctionnements sociaux, voire des dysfonctionnements de la politique

sociale, lorsqu'il parle de « disqualification » et de « désaffiliation », et que « Les inégalités sont appréhendées dans la lutte que se livre les groupes sociaux pour le partage des bénéfices ».

François DUBET « op.cit. » fait une observation en précisant que « la violence juvénile n'est rien d'autre que la manifestation de ce qui est vécu dans une culture, un groupe, une communauté » ou dans un contexte d'interaction. Ainsi, la violence juvénile est perçue comme étant une représentation. Face au vide, au manque constaté à la maison, ces enfants se forment une nouvelle mentalité, une nouvelle vision. Ils se donnent une nouvelle éducation propre à leur vision qui est celle de paraître et de se construire dans l'immédiat, un nouveau statut social. Puisque plus personne ne s'intéresse à eux, encore moins, à leurs conditions sociales, parce que dans les oubliettes, et que la vie en société leur contraint à un système de relation, ils sont, par conséquent, dans l'obligation d'adopter des stratégies, en réponse à la problématique de l'altérité à laquelle ils sont confrontés.

CONCLUSION

La présente étude s'est donnée pour ambition, d'offrir un modèle d'analyse et d'élucidation du lien entre les dysfonctionnements de la politique sociale en Côte d'Ivoire et l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain.

Ainsi, à partir de l'étude de cas à Yopougon Sicogi, nous nous sommes posé la question de savoir : « la politique sociale en Côte d'Ivoire, qui devrait-être le fondement de l'épanouissement sociale des populations en général, et des enfants en particulier, n'est-elle pas minée par des dysfonctionnements, au point d'induire la production de phénomènes sociaux, notamment l'émergence du phénomène des « microbes » ?

Le traitement de cette question centrale a été concrétisé à partir des objectifs spécifiques consignés ci-dessous :

- Décrire les caractéristiques de la politique sociale à Sicogi, dans la commune de Yopougon
- Identifier les mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale à Sicogi, dans la commune de Yopougon
- Etablir la relation entre les dysfonctionnements de la politique sociale et l'émergence du phénomène des « microbes » à Sicogi, dans la commune de Yopougon

Nous sommes partir de l'hypothèse selon laquelle : l'émergence du phénomène des « microbes » en milieu urbain est liée aux dysfonctionnements de la politique sociale. La présente étude prend appuis sur un cadre d'analyse englobant approche et théorie. Il s'agit, entre autres, de l'approche compréhensive et de la théorie constructiviste.

Quant à la posture méthodologique adoptée, nous nous situons dans une étude qualitative, avec pour tradition l'étude de cas. Les techniques utilisées sont la

recherche documentaire, l'observation directe non participative et l'entretien semi-directif. Notre échantillon était constitué des autorités municipales et administratives, des chefs de familles, des agents du SPJEJ et de CR et des ex-enfants dits « microbes ».

Nous avons abouti aux résultats suivants :

- Caractéristiques de la politique sociale à yopougon-Sicogi
- Mécanismes sociopolitiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale à yopougon- sicogi
- Relation entre les dysfonctionnements de la politique sociale et l'émergence du phénomène des « microbes » à yopougon-sicogi

Alors, dans ce contexte de dysfonctionnement de la politique sociale, ces enfants violents et délinquants dits « microbes », pour certains, et en conflit avec la loi, pour d'autres, sont des enfants victimes dont leur violence est empreinte de messages de frustration, un appel à l'intégration.

Même si les données de la présente étude rejoignent bon nombre de réalités de la violence et délinquance juvénile en milieu urbain, on ne saurait pour autant généraliser nos résultats à toutes les communes ivoiriennes, de façon spécifique, ou encore moins, à toute la Côte d'Ivoire ; l'histoire étant avant tout une trajectoire spécifique à chaque groupe social. L'expression de la violence des enfants peut avoir une autre résonance ailleurs. D'où l'importance de multiplier de telles études pour mieux appréhender les similitudes et les dissemblances au sein d'une même région et d'une région à une autre.

Cependant, en réponse à la problématique de la violence juvénile en milieu urbain, quelques suggestions sont à proposer :

- 1- Travailler à l'amélioration des cadres et conditions sociales de vie, et ce, au niveau macro, méso et micro, en vue de garantir le minimum vital à chacun,
- 2- Renforcer les valeurs éducatives et le civisme pour un meilleur

encadrement et un suivi efficace des enfants,

- 3- Lutter contre la corruption et les détournements de deniers publics en vue de booster la croissance économique et juguler la problématique de la pauvreté,
- 4- Promouvoir les valeurs démocratiques et la gouvernance, de sorte à permettre la participation de tous les acteurs sociaux au processus décisionnel.

BIBLIOGRAPHIE

Documents de méthodologie

Antony GUIDDENS, 1987, La construction de la société, Paris, Puf.

Gaston BACHELARD, 1938, La formation de l'esprit scientifique, Vrin, Paris.

Gordon MACE et François PETRY, 2010. *Guide d'élaboration d'un projet de recherche.*

Yao Paul N'DRE, 1999, Les relations internationales.

Ouvrages généraux

Christian JELEN, 2000 La guerre des rues- la violence et les jeunes.

Didier BRENOT, 1992 Protection judiciaire de la jeunesse.

Ecole de CHICAGO, 1920. Sociologie, les grandes enquêtes sur Chicago.

Eliane MOSSE, 1983 Les riches et les pauvres, éd SEUIL, Paris VI.

Emile DURKHEIM, 1893, De la division du travail social : étude sur l'organisation des sociétés supérieures, Paris, Ed Félix Alcan.

Emile DURKHEIM, 1897, Note sur la morphologie sociale.

Eveline THEVENARD, 2002, Etat et protection aux Etats-Unis.

Francis AKINDES, 2000, Inégalités sociales et régulation politique en Côte D'Ivoire.

George SIMMEL, 1984.

Isabelle ASTIER, 2010, Sociologie du social et de l'intervention sociale, éd Armant Colin, Paris.

Jürgen HABERMAS, 2000, *Après l'Etat-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard.

MAYALL, 1994, *Sociologie de l'enfance*.

MONTESQUIEU, 1748, *De l'Esprit des lois*.

Nicolas SALLEE2000, *Champ pénal*.

Nicole QUESTIAUX, 2011, *Travail social*.

Oliver FREY, 2012, *Sociologie urbaine ou sociologie de l'espace*.

Pierre BOURDIEU, 1980, *La séquence de sa trajectoire biographique*.

Ouvrages spécifiques

André TURMEL, 2013, *Une sociologie historique de l'enfance*.

Catherine SAMET, 2000, *Violence et délinquance des jeunes*.

IAU, 2008, *Jeunes en danger et délinquance juvénile*.

Jacques BICHOT, 1997, *Les politiques sociales en France au XX siècle*.

Jacques BICHOT, 1998, *les systèmes de protection sociale en Europe*, 4^o éd économique.

Jean Pierre BEDOU, 2015, *Comprendre les chemins de la délinquance*, éd. Chronique sociale.

Jean François BICKEL, 2009, *Introduction à l'analyse des politiques sociales* Thème 1.

Articles, périodiques, rapports (scientifiques/expertises)

BAH Mahier, NIAMKE Jean Louis, 2016, *Socialisation à la violence politique en Côte d'Ivoire : des enfants soldats aux « microbes »*.

Diaspora TV, 2017, La vie du citoyen.

Edito Joël ETTIEN, 2017, Les « microbes », un projet du gouvernement.

Indigo CI et Interpeace, 2017, Exister par le gbonhi, engagement des adolescents et jeunes dits « microbes » dans la commune d'Abobo.

Francis AKINDES, 2000, Inégalités sociales et régulation politique en Côte D'Ivoire.

François DUBET, 2003, A propos de la violence et des jeunes.

Martine SEGALLEN, 2010, *Pèlerin*.

Michel WIEVIORKA, 2003, *Culture et conflits*.

OFPPRA, 2017, Les groupes de « microbes » à Abidjan : fonctionnement des gangs et politique de lutte des autorités.

Rapports humanitaires

Isabel ORTYZ, UN-DESA, 2007, Stratégies du développement national.

ANNEXES

ANNEXE 1

1-GUIDE D'ENTRETIEN ADMINISTRE AUX AUTORITES MUNICIPALES ET ADIMINISTRATIVES

Rubrique 1 : les caractéristiques de la politique sociale

- Huit ans après la sortie de la crise postélectorale de 2011, quel visage, selon vous, socialement parlant, présente aujourd'hui Yopougon ?
- Parlant de la politique sociale, d'aucuns disent que la politique sociale est le fondement de l'épanouissement sociale de la population ; et ce, à travers l'éducation, l'emploi, les allocations familiales, les aides aux logements et à l'habitat, la redistribution des richesses, la sécurité sociale, etc. Qu'en pensez-vous ?
- Quel bilan faites-vous de la mise en œuvre de la politique sociale par le pouvoir public à Yopougon, votre circonscription ?

Rubrique 2 : les mécanismes socio-politiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale

- Que pensez-vous des structures administratives ? selon vous, rencontrent-elles souvent des problèmes de fonctionnement ?
- D'aucuns disent que la corruption et les détournements sont des facteurs des dysfonctionnements de la mise en œuvre de la politique sociale. Qu'en pensez-vous ?

Rubrique 3 : le lien entre dysfonctionnement de la politique sociale et phénomène des « microbes » en milieu urbain

- Que pensez-vous du phénomène des enfants dits « microbes » ? Répond-t-

il, selon vous, à une question de suivi ?

- D'aucuns disent que les dysfonctionnements de la politique sociale sont à la base de l'émergence de la violence des enfants dits « microbes ». Qu'en pensez-vous ?

2-GUIDE D'ENTRETIEN ADMINISTRATEUR AUX CHEFS DE FAMILLE

Rubrique 1 : les caractéristiques de la politique sociale

- Qu'est-ce que la famille représente pour vous ?
- D'aucuns pensent que la famille est le socle de tout épanouissement, surtout celui des enfants. Qu'en pensez-vous ?

Selon vous, quelles sont les apports des pouvoirs publics ici à Sicogi, dans le sens d'alléger les charges de la famille ?

Rubrique 2 : les mécanismes socio-politiques à la base des dysfonctionnements de la politique sociale

- D'aucuns disent que les détournements et/ou la corruption sont un obstacle aux actions sociales en vers les populations. Qu'en pensez-vous ?

Rubrique 3 : le lien entre dysfonctionnement de la politique sociale et phénomène des « microbes » en milieu urbain

- Que pensez-vous du phénomène des enfants dits « microbes » ?
- Selon vous, pourquoi un enfant peut-il devenir délinquant ?

3-GUIDE D'ENTRETIEN ADMINISTRE AUX AGENTS DU (SPJJE) ET DES AGENTS DE (C R)

Rubrique 1 : le lien entre dysfonctionnement de la politique sociale et phénomène des « microbes » en milieu urbain

- Présentez-nous un peu votre structure ?
- Que pensez-vous du phénomène des enfants dits « microbes » ?
- La famille étant le socle de tout épanouissement, selon vous, pourquoi ces enfants préfèrent-ils se réaliser hors du cadre familial ?
- D'aucuns disent que les dysfonctionnements de la politique sociale sont à la base de l'émergence de la violence des enfants dits « microbes ». Qu'en pensez-vous ?

4-GUIDE D'ENTRETIEN ADMINISTRE AUX EX-ENFANTS DITS « MICROBES »

Rubrique 1 : les caractéristiques de la politique social

- Dans quel quartier vivent-ils ?
- Vivez-vous avec vos parents ?

Rubrique 2 : le lien entre dysfonctionnement de la politique sociale et phénomène des « microbes » en milieu urbain

- Pourquoi avez-vous décidé de quitter la maison familiale ?
- Pourquoi n'allez-vous pas à l'école ?
- Comment arrivez-vous à survenir à vos besoins au-dehors ?

ANNEXE 2

Grille d'observation 1

	Indicateurs de la politique sociale
Yopougon-Sicogi	<ul style="list-style-type: none"> - La réhabilitation des écoles primaires - La réouverture des voiries - Destruction des constructions en bordure des voiries - Présence de familles démunies - L'occupation des espaces de jeux et détente par les petits commerces - L'insuffisance des infrastructures sanitaires

Grille d'observation 2

	Indicateurs du phénomène des « microbes »
Yopougon-Sicogi	<ul style="list-style-type: none"> - Le nouchi - Les fumoirs et la drogue - Les groupes d'» enfants - Les enfants évoluant en bande

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	I
DEDICACES.....	II
REMERCIEMENTS	III
LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	IV
LISTE DES TABLEAUX v	
INTRODUCTION.....	6
PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	8
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE DE L'ETUDE 9	
1-1- Raisons du choix du sujet.....	9
1-1-1- Raisons d'ordre personnel.....	9
1-1-2- Raisons d'ordre social.....	10
1-1-3- Raisons d'ordre scientifique	11
1-2- Problématique.....	12
1-3- Objectifs de l'étude.....	19
1-3-1- Objectif général.....	19
1-3-2- Objectifs spécifiques.....	19
1-4- Hypothèse de la recherche.....	19
1-5- Modèle d'analyse.....	19
1-6- Approche conceptuelle	23
1-6-1- Politique sociale	24
1-6-2- Phénomène des « microbes ».....	25
1-6-3- Milieu urbain.....	26

1-7- La revue critique de la littérature	28
1-7-1- Politique sociale comme principe d'entraide pour contrer l'appel à la violence	28
1-7-2- Violence et /ou délinquance juvénile	30
1-7-3- Les inégalités spatiales et sociales comme fondements de la violence juvénile.....	34
1-7-4- Intégration et inégalités comme facteurs des dysfonctionnements sociaux.....	36
1-7-5- L'enfant délinquant comme un opportuniste du dysfonctionnement de la politique sociale	38
1-8- Champ de référence théorique.....	39
CHAPITRE 2 : CADRE METHODOLOGIQUE.....	43
2-1- Délimitation du champ d'étude	43
2-1-1- Champ géographique	43
2-1-2- Champ social.....	44
2-1-3- Champ sociologique.....	45
2-2- Techniques et outils de collecte de données	45
2-2-1- Techniques de collecte de données	46
2-2-1-1- Recherche documentaire	46
2-2-1-2- Observation directe non participante.....	46
2-2-1-3- Entretien semi-directif.....	47
2-2-2- Outils de collecte de données.....	48
2-2-2-1- Grille de lecture	48
2-2-2-2- Grille d'observation.....	48
2-2-2-3- Guide d'entretien	49
2-3- Population cible et échantillonnage.....	50
2-4- Méthodes d'exploitation des données recueillies.....	51
2-4-1- Méthode d'analyse des données	51
2-5- Conditions et/ou difficultés de l'enquête.....	53

**DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION GENERALE
DU CHAMP D'ETUDE..... 55**

CHAPITRE 1- PRESENTATION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON 56

1-1- Historique de la commune de Yopougon	56
1-1-1- Yopougon, une commune du District d'Abidjan	56
1-1-2- Situation géographique	57
1-2- Présentation de la commune de Yopougon.....	57
1-3- Différentes grandes zones de la commune	60
1-4- Statut juridique de la commune de Yopougon.....	60
1-5- Attribution et mission	61

CHAPITRE 2 : EVOLUTION DE LA COMMUNE DE YOPOUGON..... 62

2-1- Infrastructures scolaires et socio-éducatives	62
2-2- Infrastructures sécuritaires	62
2-3- Infrastructures sanitaires.....	63
2-4- Infrastructures socioculturelles et sportives	63
2-5- Historique et évolution du quartier Yopougon Sicogi.....	64

**TROISIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS –
ANALYSE ET INTERPRETATION DES DONNEES 67**

**CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DE LA POLITIQUE
SOCIALE A YOPOUGON-SICOGI..... 68**

1-1- La politique éducative	68
1-1-1- les actions sociales au niveau de l'éducation familiale	68
1-1-2- Les actions sociales au niveau de l'éducation scolaire	69
1-2- La politique sanitaire	70
1-3- La politique de développement économique et redistribution de richesses .	71
1-4- La politique d'habitat et d'assainissement de l'environnement.....	72

1-5- La politique d'emplois.....	73
1-6- La politique de sécurité judiciaire	74
1-7- Politique sociale comme instrument d'entraide	75
Conclusion partielle.....	77

**CHAPITRE 2 : MECANISMES SOCIOPOLITIQUES A LA BASE DES
DYSFONCTIONNEMENT DE LA POLITIQUE
SOCIALE A YOPOUGON- SICOGI..... 78**

2-1- L'insuffisance de l'investissement social	78
2-2- La logique sélective et l'instrumentalisation politique des actions publiques	78
2-3- L'inexistence d'un cadre d'évaluation et le laxisme des pouvoirs publics ..	79
2-4- Le rapport au détournement et à la corruption	80
2-5- Le virtuel.....	81

**CHAPITRE 3 : RELATION ENTRE LES DYSFONCTIONNEMENTS
DE LA POLITIQUE SOCIALE ET EMERGENCE DU
PHENOMENE DES « MICROBES » A YOPOUGON,
SICOGI..... 82**

3-1- La crise des cadres éducatifs en rapport avec le phénomène des microbes .	82
3-1-1- la crise de l'éducation parentale et communautaire.....	82
3-1-2- La crise du système scolaire	84
3-2- Les crises sociopolitiques en rapport avec le phénomène des « microbes »	85
3-3- Le phénomène des « microbes » comme un acte de résilience face aux dysfonctionnements de la politique sociale	88
Conclusion partielle.....	89

**CHAPITRE 4 : DISCUSSION DE LA RELATION ENTRE LES
DYSFONCTIONNEMENTS DE LA POLITIQUE
SOCIALE ET L'EMERGENCE DU PHENOMENE DES
« MICROBES » EN MILIEU URBAIN 91**

4-1- La dynamique urbaine comme une sociohistoire de la violence juvénile 91

4-2- La politique sociale comme principe des filets sociaux..... 93

4-3- La violence juvénile en milieu urbain comme une transposition des écarts
du fonctionnement de la politique sociale..... 95

4-4- La violence juvénile en milieu urbain comme un principe de résilience et
de reconnaissance sociale..... 98

CONCLUSION..... 101

BIBLIOGRAPHIE 104

ANNEXES 107

TABLE DES MATIERES 112